

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

**DES DANGERS
DE L'INTERVENTIONISME
DE L'ÉTAT
EN MATIÈRE OUVRIÈRE**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS .

Sera soutenu le Mercredi 16 Janvier 1907, à une heure

PAR

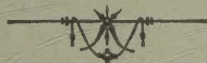
PAUL HABER

DOCTEUR EN DROIT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. DESCHAMPS.

Suffragants : { MM. R. JAY, professeur.
HITIER, chargé de cours.



CHARTRES

IMPRIMERIE EDMOND GARNIER

15, rue Noël-Ballay, 15

1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES DANGERS
DE L'INTERVENTIONISME
DE L'ÉTAT
EN MATIÈRE OUVRIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mercredi 16 Janvier 1907, à une heure

PAR

PAUL HABER

DOCTEUR EN DROIT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. DESCHAMPS.

Suffragants : { MM. R. JAY, professeur.
HITIER, chargé de cours.



CHARTRES

IMPRIMERIE EDMOND GARNIER

15, rue Noël-Ballay, 15

1906





Digitized by the Internet Archive
in 2026

DES DANGERS DE L'INTERVENTIONISME DE L'ÉTAT EN MATIÈRE OUVRIÈRE

*« Il y a deux façons d'aimer le peuple,
lui dire la vérité si crue soit-elle, ou le flatter. »*

WALOWSKY, 1848, *Moniteur universel*, p. 2250.

AVANT-PROPOS

Dans les sociétés modernes, la liberté plus ou moins absolue doit-elle présider à l'élaboration des conditions du travail ; ou bien l'Etat doit-il, au contraire, intervenir, restreindre de plus en plus la liberté des travailleurs, patrons ou ouvriers, et substituer à leurs volontés individuelles ou collectives sa propre autorité ? Tel est un des problèmes d'économie politique les plus passionnants tant à raison de son actualité que des conséquences graves que peut entraîner sa solution.

Nous nous efforcerons de le présenter en tant qu'il concerne la France.

Après avoir recherché d'abord à la suite de quelles transformations des idées politiques ou économiques au cours du XVIII^e siècle les corporations ont été abolies et le travail déclaré libre et quelle conception se faisaient les physiocrates et les libéraux intransigeants de cette liberté, nous verrons quels sont les phénomènes qui, influant grandement sur les conditions des classes ouvrières, ont posé nettement

dans la doctrine et au Parlement la question de la **Protection Ouvrière**, l'évolution qu'ils ont provoqué dans la doctrine libérale, dont l'intransigeance première à l'égard de toute intervention de l'Etat disparaît peu à peu pour faire place à une tolérance relative et modérée, et quelle est enfin la position actuellement prise par cette école vis-à-vis de cette question de la protection des travailleurs. (Ch. I et II.).

Puis, après avoir rappelé brièvement quelle est la législation actuelle du travail (en tant que droit commun) à l'égard des enfants, des femmes et des adultes, et les principales critiques qu'elle soulève nous présenterons la thèse interventioniste. (Ch. III.)

Un rapide exposé historique nous fera voir quels ont été les auteurs de ce mouvement dans la doctrine, et quelles sont les théories économiques qui actuellement, de fait qu'elles admettent une intervention généralisée de l'Etat, doivent être considérées comme participant à des degrés divers de l'interventionisme. (Ch. IV.)

Ayant exposé la position prise par les interventionistes actuels en présence du problème de la question ouvrière nous nous efforcerons alors de montrer, d'une part, leur impuissance à le résoudre et quelles en sont les causes, et, d'autre part, qu'étant donné les conditions économiques de la France, seule une sage politique libérale s'impose à elle; car, seule, elle est possible et doit lui être profitable. (Ch. V.)

CHAPITRE PREMIER

LA PENSÉE ÉCONOMIQUE AU XVIII^e SIÈCLE LES ÉCOLES PHYSIOCRATIQUES ET LIBÉRALES

La politique d'un État, c'est-à-dire le système particulier adopté par un Gouvernement, et l'Economie politique de cet Etat, soit les règles qui président à la production ou à la consommation des richesses d'un pays, sont nécessairement dans une relation très étroite.

Jusqu'à la fin du xviii^e siècle l'Economie politique en France est dominée toute entière par l'ordre politique, Louis XIV se considérait comme le représentant de Dieu sur la terre « comme participant de sa connaissance aussi bien que de son autorité »; l'Eglise accreditait cette croyance et le mot célèbre : « l'Etat c'est moi », doit être considéré comme le symbole de l'absolutisme monarchique.

Les premières années du xviii^e siècle marquent l'apogée du régime politique, apogée qui coïncide précisément au point de vue économique avec l'extension extrême de l'organisation corporative, avec le régime protecteur de Colbert et la politique mercantile.

Les droits de l'individu, qu'il soit paysan attaché à la

terre ou bien artisan, sont sacrifiés au profit d'une caste privilégiée représentée par le roi, les nobles, ou les maîtres; il ne jouit d'aucune liberté.

L'avènement du règne de Louis XV marque la décroissance de ce régime absolu, les esprits font preuve d'aspirations nouvelles.

Montesquieu : par « son esprit réfléchi, son amour du bien public son horreur du désordre et sa passion de la liberté (1); » Voltaire, l'apôtre de la tolérance, le défenseur du fanatisme et des iniquités sociales; des serfs du mont Jura, de Lally Tollendal; J.-J. Rousseau, l'homme de la nature, l'ennemi des conventions sociales, causent une révolution dans les idées du siècle; Diderot et ses collaborateurs font de l'Encyclopédie un instrument de guerre ainsi qu'un ouvrage de science, ils réclament des réformes. Tous les novateurs, les libres-penseurs qui veulent modifier la société tant au point de vue religieux que politique, s'y rencontrent pour élaborer les principes nouveaux et détruire les croyances du passé. En 1749, Diderot est jeté à Vincennes à cause des idées libertaires qui, cent années plus tôt, l'eussent fait écarteler.

On discute déjà le pouvoir royal; voilà pour l'ordre politique.

Au point de vue économique, une transformation se fait également dans les idées.

Emu de l'inégalité des charges fiscales et de la misère des paysans, Quesnay, fondateur de l'école physiocratique vers 1750, blâme ouvertement les entraves de l'organisation corporatives, il veut assurer au travail et aux échanges une liberté complète; « l'homme a la propriété de sa personne »

(1) PETIT DE JULEVILLE.

il a droit à ce qu'il acquiert librement par son travail, la liberté et la propriété sont des droits d'ordre naturel que le droit positif doit consacrer.

Cette école physiocratique fit naître, et ce n'est pas là son moindre titre de gloire, « la science de l'économie politique », et cela grâce à la systématisation de ces vues et à l'affirmation des lois naturelles « qui sont les conditions essentielles selon lesquelles tout s'exécute dans l'ordre institué par l'auteur de la nature ».

Enfin, elle inspira l'œuvre de Turgot qui par un édit de février 1776 abolit la communauté des Arts et Métiers. Cet édit fut, il est vrai, rapporté six mois plus tard (août 1776) lorsque, sacrifié aux véhémentes réclamations des privilégiés, le ministre novateur fut disgracié. C'était là cependant l'affirmation d'un principe; l'idée devait survivre à l'édit et la Constituante la fera triompher.

Dans la nuit du 4 août 1789 tous les privilèges et monopoles sont supprimés; un décret des 2-17 mars 1791 porte spécialement « suppression de tous les droits d'aides de toutes les maîtrises et jurandes et l'établissement de la patente ».

Le régime corporatif avait vécu; désormais tous les travailleurs ont le droit de travailler à leur gré, chez eux ou à l'atelier, pour leur compte ou le compte d'autrui.

Au point de vue politique, la Constituante s'était inspiré particulièrement des idées libertaires de J.-J. Rousseau, au point de vue économique, ce fut de celles des physiocrates.

L'émancipation du travail fut ainsi le résultat d'une évolution concomitante des idées politiques et économiques.

A l'organisation complexe et à la discipline corporative succède la liberté la plus absolue pour l'ouvrier. Par res-

pect pour cette liberté la Constituante le condamna même à l'isolement. (Loi du 14-17 juin 1791.)

Les corporations étaient à peine supprimées que les ouvriers charpentiers et maréchaux ferrants avaient formé une association dans le but de réclamer en commun une augmentation de salaire; les patrons ayant refusé, il en résulta une grève. A la suite de ces troubles le Corps municipal de Paris par arrêté du 4 mai 1791 interdit toute association ouvrière. Ainsi mis en échec, les ouvriers adressent leur pétition à l'Assemblée.

Chapelier, par une argumentation purement doctrinale, combat cette manœuvre qu'il considère : « comme contraire
« à la loi constitutionnelle supprimant les corporations. »
« Il est sans doute permis à tout citoyen de s'assembler;
« mais il ne doit pas être permis aux citoyens de s'associer
« pour leurs prétendus intérêts communs, il n'y a plus de
« corporations dans l'Etat; il n'y a plus que l'intérêt par-
« ticulier de chaque individu et l'intérêt général. Il n'est
« permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt
« intermédiaire, de les séparer de la chose publique par un
« esprit de corporation. »

Il constate, d'autre part, que certains ouvriers ont exercé vis-à-vis de leurs camarades une contrainte morale en sorte qu'ils ont aliéné leur liberté; il s'effraye à juste titre des conséquences que de semblables pratiques peuvent entraîner. Seul le contrat individuel est légitime et possible.
« C'est à une convention libre d'individu à individu de fixer
« la journée pour chaque ouvrier. »

La loi des 14-17 juin 1791, dite loi Chapelier, interdit désormais toute association et toute coalition; elle procède entièrement de l'idée physiocratique.

Un Écossais, Adam Smith, devenu au cours d'un voyage

entrepris en France, avec le jeune duc de Buccleuch, l'ami de Quesnay, de Turgot, des Encyclopédistes devait, vers la même époque, en la précisant, donner à cette théorie de la liberté, une vogue plus considérable encore.

En présence du développement industriel et de la prospérité croissante de son pays, s'il perçut l'erreur des physiocrates qui considéraient l'agriculture comme unique source de richesse, s'il se révolta contre cette conception de la nature toute-puissante en montrant que la vraie cause efficiente de la richesse n'est pas la terre, mais le travail, l'homme libre domine la nature, il n'est pas dominé par elle, il consacra, par ailleurs, le bien-fondé des idées de Quesnay sur la liberté dans le commerce, dans l'industrie, dans le travail, sur la liberté et la propriété individuelles : « Que l'on maintienne, disait Quesnay, l'entière liberté « du commerce, car la police du commerce intérieur et « extérieure la plus sûre, la plus exacte, la plus profitable à « la Nation et à l'Etat consiste dans la pleine liberté de « la concurrence. »

Fondateur de l'Ecole libérale, Adam Smith paraît avoir eu le premier une notion exacte de « la Richesse » ; il étudie les causes qui perfectionnent le pouvoir productif du travail et l'ordre suivant lequel les produits se distribuent naturellement, puis le développement des industries, la marche différente des progrès de l'opulence chez les diverses nations.

Son œuvre principale : « Recherches sur la nature et sur les causes de la richesse des nations », parue en 1776, ne fut guère connue en France que vers 1800 époque où Blavet en fit une traduction et n'eut donc pas d'influence sur les hommes de la Constituante.

Tout individu, d'après Adam Smith, est dominé par un

désir primordial; celui d'améliorer sa condition et de parvenir à la plus grande somme de richesse possible.

Ce désir est un principe d'action, il suffit à révéler à l'homme les moyens les plus propres à réaliser sa destinée; c'est: « la loi du moindre effort »; d'où il suit logiquement que le meilleur moyen de réaliser le bien-être social, d'arriver à une société organisée d'après un type de plus en plus parfait, est de laisser le libre champ à la concurrence et de faire disparaître tous les obstacles artificiels accumulés par les Gouvernements.

J.-B. Say fut le vulgarisateur en France de cette école dite classique, mais il donna à la doctrine d'Adam Smith un caractère particulièrement dogmatique, qu'elle n'avait pas jusqu'alors, elle forme un bloc fait de principes immuables et intangibles.

Avec cet économiste, « l'Ecole » s'est faite beaucoup plus abstraite, plus doctrinale qu'elle ne l'était avec Adam Smith, qui s'était, avant tout, proposé comme but l'enrichissement des nations. Elle s'est, en un mot, préoccupée uniquement du développement de la production, alors qu'elle reste plutôt indifférente à la masse des travailleurs. J.-B. Say, dans sa logique implacable, paraît donc avoir mérité le reproche que Blanqui adressait plus tard à Ricardo d'avoir trop « considéré les hommes comme des instruments (1) ».

Cette doctrine libérale intransigeante, dont Dussard, Rossi, Dunoyer furent les continuateurs, constituait on peut dire le fond de la pensée économique au début du XIX^e siècle, elle était admise d'une façon presque universelle.

(1) BLANQUI: *Histoire de l'Economie politique*, p. 415. Augé, éditeur, 1838.

CHAPITRE II

ÉVOLUTION DES IDÉES LIBÉRALES AU XIX^e SIÈCLE

Au lendemain de la Révolution, après une courte période de flottement due à l'incertitude des temps, l'industrie française, grâce à ce nouveau facteur : « la Liberté », prend un nouvel et vigoureux essor; la production croît dans des proportions énormes augmentant la richesse publique, et justifiant ainsi les espoirs que tous les esprits fondaient sur la liberté.

Mais un phénomène économique de la plus haute importance, et dont les origines étaient déjà assez lointaines s'accroît rapidement, c'est la transformation de la petite, de la moyenne industrie en grande industrie; le besoin de capitaux puissants, les avantages de la concentration industrielle se font sentir de plus en plus; les moyens de communication devenant plus nombreux, le marché s'élargit, la concurrence devient plus âpre. Les découvertes de la science, l'exemple de l'Angleterre hâtent le mouvement de la substitution des ouvriers par la machine, la misère devient grande

dans les classes ouvrières. Car si le machinisme a été d'une part : merveilleux créateur de forces nouvelles, si, décuplant son énergie, il a permis à l'homme de dompter de plus en plus la nature rebelle, la forçant ainsi à lui livrer ses richesses et l'asservissant à ses besoins; il a été d'autre part : cause primordiale et essentielle du phénomène attristant des longues journées de travail, cause de dégénérescence physique, de maladies même ! La transformation constante et rapide, le développement considérable de la grande industrie mit le patron dans la nécessité impérieuse pour pouvoir soutenir honorablement la lutte de faire rendre à ses machines le maximum de travail, abusant ainsi des forces humaines; une production constante hors de proportion avec les besoins du marché provoqua les crises économiques; se substituant avantageusement à la main-d'œuvre, par suite de l'emploi de machines de nombreux ouvriers se voyaient ou privés de leur gagne-pain ou contraints d'accepter des salaires dérisoires. Créateur de bien-être pour l'universalité du monde, le machinisme fut donc pendant de longues années pour un grand nombre d'ouvriers, de faibles et d'humbles, que source de maux et de misères.

Cette misère des classes ouvrières due à des salaires insuffisants et surtout à un travail trop prolongé, le Genevois Sismondi en avait été le témoin attristé en Angleterre, à une époque où, en France, il n'y en avait encore que des symptômes avant-coureurs. C'est que cette transformation économique qui, en France, date des environs de 1800 s'était produite en Angleterre près d'un demi-siècle plus tôt; dès lors, les conséquences qu'elle devait entraîner y étaient plus sensibles.

Tandis qu'Adam Smith, mort en 1790, n'avait été que le témoin du prodigieux essor industriel de son pays, Sismondi y fut celui des misères de l'ouvrier de fabrique, et il en a présenté

présenté des tableaux « pleins de vérité et d'énergie (1) » et il a peint avec la plus grande vigueur « les souffrances des travailleurs en France et en Angleterre (2) ».

La situation faite aux jeunes enfants dans l'industrie anglaise, notamment celle du coton vers 1802, était si précaire que, dès cette époque, un industriel Robert Peel, père du célèbre ministre, et que les Anglais se plaisent à appeler volontiers : « Robert Peel I^{er} », s'en était ému. Il considérait, que depuis la transformation du machinisme la durée de travail à laquelle ils étaient soumis était beaucoup trop considérable et nuisible à leur santé. Il demandait en leur faveur l'intervention des pouvoirs publics et l'interdiction de travailler au delà d'une certaine limite. Ce fut là l'origine première des Bills of Labor.

Au courant de cette campagne en faveur de la protection de l'enfance qui agitait l'opinion publique à l'étranger et des causes qui la justifiaient, historien autant qu'économiste, Sismondi, de retour en France, dénonça les vices d'un régime dont un des résultats était, suivant lui : l'élimination ou l'écrasement du travailleur salarié par la machine et dont l'autre devait être la surproduction engendrant la crise et le chômage.

A lui, revient l'honneur d'avoir provoqué la formation de cette nouvelle école, dite sentimentale, qui voulut « réintégrer dans le sein de la société cette classe si nombreuse dont Malthus voulait « ôter le couvert (3) ». C'est son grand honneur d'avoir battu en brèche cette école anglaise triom-

(1) *Rev. mensuelle d'Ec. pol.*, 1835, t. IV, p. 387.

(2) *Rev. mensuelle d'Ec. pol.*, 1835, t. IV, p. 544.

(3) BLANQUI : *Cours d'Ec. pol. ind.*, 1837-1838, Angé, éditeur, 1838, pp. 75-76.

phante (1), et au nom de la charité humaine d'avoir crié pitié pour ceux qui souffrent.

Loin d'avoir, sur le régime industriel fondé sur la liberté, le pessimisme de Fourier ou de Saint-Simon, il accepte volontiers les données individualistes, il croit volontiers à l'harmonie future, réalisable par la liberté, mais il met en garde la France contre certains dangers de ce système et il demande que l'État intervienne, temporairement du moins, pour empêcher la construction de nouvelles machines qui sont le point de départ de tous les maux.

Le premier, Sismondi, a montré que le bonheur des individus ne dépend pas de la richesse des nations. Ce qu'il a voulu établir, c'est que : « pour que les richesses contribuent au bonheur de tous, il fallait que leur accroissement se conformât à celui de la population, et qu'il ne suffisait pas de créer des produits pour augmenter la richesse nationale si la distribution de ses produits ne se faisait pas parmi les populations dans des proportions définies (2) ».

Le premier enfin, il pose sans le résoudre le grave problème qui, désormais, s'imposera à la méditation des économistes et des hommes d'État futurs : la conciliation entre la misère privée et l'augmentation de la richesse publique (3).

Le malaise des classes ouvrières, se traduisait par l'éclosion de nouvelles écoles à tendances plus ou moins socialistes ; elles ont à leur tête, l'une le comte de Saint-Simon, l'autre Fourier.

En 1817, Saint-Simon fait paraître son volume « L'Indus-

(1) BLANQUI : *Histoire d'Ec. pol.*, p. 428.

(2) BLANQUI : *Rev. mens. d'Ec. pol.*, 1835. t. IV, p. 542.

(3) BLANQUI : *Hist. d'Ec. pol.*, p. 410.

trie » avec son épigraphe célèbre : « Tout pour l'industrie, tout par l'industrie. » En 1823, il publie son système de l'industrie et demande l'alliance de la Royauté et de l'Industrie pour l'amélioration du sort de ceux : « qui n'ont d'autre moyen d'existence que leurs bras », des travailleurs.

Ces idées sur l'industrie, formulées par Saint-Simon, ce furent tout particulièrement ses disciples qui surent les soutenir, les développer et les divulguer.

À l'injustice, à l'isolement de la société actuelle doit succéder la justice et l'association. L'antagonisme social doit faire place à l'association universelle. Le christianisme a déterminé la première pacification de l'humanité, une religion plus puissante doit se dresser ; les prêtres coordonnant les efforts des savants et des industriels, la société s'acheminera vers une théocratie nouvelle. L'exploitation de l'homme par l'homme doit cesser. La propriété privée et héréditaire doit être abolie. Des banques spéciales organiseront une production rationnelle pour éviter les crises. L'humanité sera hiérarchisée suivant le principe : « à chacun « selon sa capacité, à chaque capacité suivant son œuvre ».

Fourier, d'autre part, chef de l'école phalanstérienne, base son système sur l'idée philosophique dite : « de l'attraction passionnelle ». Puisque c'est en vain que les moralistes ont voulu réprimer les passions humaines ce sera donc à la société à se modeler sur elles. Si sa conception des Phalanges « généralisées, est du domaine de l'utopie » ses idées de communauté mitigée font de lui cependant un précurseur du socialisme ; enfin il a compris et exalté la puissance de l'association ouvrière.

Bien que dans sa théorie des passions il se soit efforcé de respecter la liberté individuelle, Fourier comme Saint-Simon condamne en fait le régime de la liberté ; mais tandis que

celui-ci conçoit la société dominée par un absolutisme théocratique celui-là y déchaîne en réalité l'anarchie.

Victor Considérant fut le représentant le plus autorisé de cette école phalanstérienne.

La doctrine des Saint-Simoniens est propagée par Olindès Rodrigues, Bazard, Enfantin dit « le Père » du Saint-Simonisme, dans un journal *Le Producteur* 1826, dans une publication « L'exposé du Saint-Simonisme » 1828-1830; Dans *Le Globe* 1831 par la plume enflammée de Pierre Leroux. Poursuivis et condamnés comme association illicite les Saint-Simoniens se dispersent en 1833; Lechevallier, Transon, Laurent, H. Carnot, parcourent la France et font des conférences.

Par leur conception de la suppression de la propriété privée remplacée par une propriété plus ou moins collective, les Fourieristes comme les Saint-Simoniens, ouvrent la voie à Cabet, à L. Blanc, à Proudhon qui soutiendra plus tard son paradoxe célèbre : « la propriété c'est le vol », aux socialistes et collectivistes modernes.

Cette recherche, cette aspiration vers un avenir meilleur correspondait à un besoin général et était la preuve que la misère était grande parmi les classes laborieuses; les discussions économiques deviennent de plus en plus à l'ordre du jour sous le gouvernement de Louis-Philippe, et la connaissance des doctrines est mise davantage à la portée de tous par la publication de journaux, volumes et brochures, par des conférences, par l'enseignement officiel donné au Collège de France et au Conservatoire des Arts et Métiers. Jusqu'en 1830 le monde officiel affecta d'ignorer le Saint-Simonisme et le Fourierisme. Les théories de J.-B. Say et de Sismondi étaient acceptées plus volontiers comme règles intérieures, elles respectaient, en effet, les principes admis : Liberté du travail et propriété privée.

La majorité des Chambres après 1830 passait de la haute à la moyenne bourgeoisie dont le contact avec les masses ouvrières était plus fréquent.

Enfin le succès de l'école sentimentale de Sismondi était grand, surtout parmi les catholiques.

Elle était alors représentée par des magistrats : Villeneuve-Bargemont ; par des érudits : baron de Gérando qui s'occupa particulièrement d'œuvres philanthropiques ; par des philanthropes comme Bères. Enfin par des médecins : le docteur Villermé, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques.

De par sa profession, dans un contact journalier avec les misères individuelles, le docteur Villermé devait, plus que tout autre, se rendre compte des tares physiques qui frappaient les ouvriers à cette époque.

« Il a le premier transporté le domaine économique dans le domaine de l'hygiène publique et ouvert à la science des perspectives nouvelles (1). »

Observateur et statisticien scrupuleux, impartial et prudent, il fait connaître volontiers quelle fut sa façon de procéder. « J'ai, dit-il, suivi l'ouvrier depuis son atelier jusqu'à sa demeure, j'y suis entré avec lui, je l'ai étudié au sein de sa famille, j'ai assisté à ses repas, j'ai fait plus : je l'ai vu dans ses travaux et dans son ménage, j'ai voulu le voir dans ses plaisirs (2). »

De tout ce qu'il a vu, ce qui l'attriste le plus c'est la condition précaire des enfants employés dans les manufactures, l'abus du travail, des journées trop longues les tuaient physiquement et moralement. Dès 1835, il commence une

(1) *Gazette des hôpitaux*, 14 déc. 1865.

(2) VILLERMÉ : *Tableau de l'Etat physique et moral*, t. I. Introduction.

enquête sur le travail des enfants employés dans l'industrie du coton. En 1837, il prononce un discours à l'Académie des Sciences morales et politiques où il fait un tableau saisissant des misères de l'enfance; il est alors officiellement chargé par l'Académie de poursuivre une enquête et en 1840 il publie son tableau : « sur l'état physique et moral des ouvriers dans les fabriques de coton, de laine et soie » dont le retentissement fut considérable.

Il constate notamment qu'à cette époque, à Mulhouse, la moyenne de la vie de l'ouvrier de fabrique est de 25 ans tandis qu'elle est de 36 pour le reste de la population; la durée moyenne du travail était de 14 heures; encore cette moyenne était-elle souvent dépassée, puisque les tisserands de coton de la région rouennaise travaillaient jusqu'à 16 et 17 heures par jour, or, la durée de travail de l'enfant était la même que celle de l'homme; il n'était pas rare de voir dans les usines des ouvriers de 7 ans; à Sainte-Marie-aux-Mines il y avait des dévideurs de trames de 4 et 5 ans (1).

D'autre part, le Gouvernement, à la suite des réclamations réitérées de la société industrielle de Mulhouse, dont J.-J. Boucart avait dès 1827 attiré l'attention sur la nécessité de cette protection infantine, ouvrait, le 31 juillet 1837, une enquête auprès des Chambres de Commerce, des Chambres consultatives et des Conseils de Prud'hommes afin de connaître leur avis sur la question.

Les conclusions de cette enquête furent la confirmation de celles du docteur Villermé; conclusions bien timorées si l'on songe qu'elles se bornaient à interdire l'entrée de l'usine à l'enfant âgé de moins de 9 ans, à préconiser l'interdiction du travail du dimanche et des veillées pour les enfants et

(1) Dr VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral*,

les adolescents, dans le triple intérêt de leur santé, moralité, et instruction. Quant à la durée du travail, il est difficile de savoir si on pouvait le graduer suivant l'âge, les travaux se commandant les uns les autres; ce sera une question d'espèces (1).

Le docteur Villermé insiste particulièrement sur ce point que l'instruction primaire doit être générale (2); il estime d'autre part qu'une limite pourra être fixée à la durée du travail des enfants sans porter atteinte cependant au travail de l'adulte, et il préconise le système des relais.

Il faut absolument intervenir, dit-il en concluant, il faut faire une loi et : « ne pas attendre d'amélioration du cours des choses abandonnées à elles-mêmes (3) ».

Il eut le bonheur de voir ses efforts couronnés de succès, et une loi du 22 mars 1841 fixa les conditions d'emploi des enfants dans les manufactures, usines ou ateliers : « loi de compassion et d'humanité, qui, nous dit Béclard, fut véritablement son œuvre ».

« Redoutant les changements subits et craignant de compromettre par trop de vivacité les acquisitions sociales déjà faites, il mesure sagement aux institutions ses propositions de réformes (4) »; tout en constatant que les mœurs sont déplorables dans les ateliers et les manufactures et que la faute en est au mélange des sexes, il préfère renoncer pour le moment à demander une réforme sur ce point par crainte d'une perturbation industrielle trop grande (5).

(1) D^r VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral*, t. II, pp. 119 et 120.

(2) D^r VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral*, t. II, p. 121.

(3) VILLERMÉ : *Etat physique et moral*, t. II, p. 363.

(4) BÉCLARD : *Gazette des hôpitaux*, 14 déc. 1865, p. 584.

(5) VILLERMÉ : *Etat physique et moral*, t. II, p. 355.

Libéral, Villermé le fut certainement; il constate que les prohibitions et les entraves apportées dans le commerce sont causes du renchérissement des objets de première nécessité et que l'augmentation due à ces manœuvres se trouve prélevée en définitive sur le salaire de toutes les classes ouvrières; et il demande leur abolition (1).

Traitant de l'état successif des classes ouvrières en France, Villermé estime qu'il s'est sans cesse amélioré par le plus grand bienfait de la Révolution : l'affranchissement des travailleurs.

La liberté absolue du travail a certes ses inconvénients, mais c'est se les exagérer que de prétendre qu'ils sont plus grands que les bénéfices retirés.

Seuls, des hommes ignorants des lois économiques peuvent nier les avantages de la liberté du travail (2).

Bien que libéral, il est également partisan des mesures interventionnistes en faveur des enfants, et même des adultes dont il trouve le travail trop long (parfois 24 heures) mais il n'ose demander à l'Etat d'intervenir (3).

Villermé ne fut pas l'homme des principes, peu importe que les réformes à faire soient des réformes de liberté ou d'intervention, il suffit qu'elles lui paraissent bonnes pour qu'il les réclame : « Faire le bien pour le bien », tel est son but.

Ce n'est, à notre avis, diminuer en rien ni la beauté de l'œuvre, ni les mérites de ce « parfait honnête homme », que de reconnaître qu'il n'eut peut-être pas les qualités de « grand économiste » que nous trouvons chez certains de

(1) VILLERMÉ : *Etat physique et moral*, t. II, p. 20.

(2) VILLERMÉ : *Associations ouvrières*, p. 13.

(3) VILLERMÉ : *Etat physique et moral*, t. II, p. 86.

ses collègues à l'Académie des Sciences morales et politiques notamment : Jérôme-Adolphe Blanqui.

Ami, disciple de J.-B. Say et son successeur en 1833 à sa chaire d'économie industrielle, au Conservatoire des Arts et Métiers, J.-A. Blanqui fut un véritable économiste et un puissant vulgarisateur de l'économie politique, en général, et de ses idées, en particulier.

La clarté la plus absolue règne dans tous ses ouvrages, il eut sur toutes choses des idées extrêmement nettes qu'il s'efforça de faire partager par son auditoire soit à l'Athénée, à l'École de Commerce 1825, soit au Conservatoire. Doctrinal, il ne donna peut-être pas à la méthode expérimentale qu'il préconise cependant toute l'ampleur désirable, mais de nombreux voyages entrepris d'abord en Angleterre et en Ecosse puis en Espagne, en Allemagne, en Suisse, en Belgique, en Hollande, en Corse, en Afrique et même en Turquie contribuèrent grandement à former son jugement et à lui faire acquérir : « cette vérité positive et pratique (1) » qui se rencontre dans ses ouvrages.

Economiste classique, il partage sur la liberté en matière commerciale les idées de l'école anglaise mais il s'insurge d'autre part contre sa logique impitoyable.

Tout en réprouvant les conclusions doctrinales de Sismondi il défend sa haute humanité son grand amour pour ceux qui souffrent et reconnaît avoir pour lui la plus haute admiration (2).

De J.-B. Say, il épouse les idées sur la liberté absolue du commerce, mais il se montre beaucoup moins intransigeant et dogmatique que lui dans bien des circonstances et parti-

(1) GUÉRARD : *La Littérature française*, pp. 606 et suiv.

(2) Voir p. 17, note 3, l'appréciation de Blanqui sur Sismondi.

culièrement au point de vue ouvrier; Blanqui, nous dit M. Dupin, « a toujours été du côté de l'humanité » il devait donc partager les idées humanitaires de Villermé ou de Villeneuve-Bargemont.

Il fait partie: « de cette classe d'économistes qui vou-
« draient amener la science à des tempéraments plus doux
« pour les classes ouvrières trop souvent déshéritées de la
« juste part de profit due à leurs travaux (1) ». Il représente
la limite de deux grandes époques repoussant « les utopies
« de l'avenir et les erreurs du passé (2). »

Toute sa vie, Blanqui fut un économiste libéral; « la
tendance irrésistible de notre économie politique est, dit-il,
la liberté ». Elle n'est jamais venue « sans apporter avec
elle quelque bienfait (3). »

Tout en reconnaissant les immenses avantages de la libre
concurrence et qu'il ne faut pas agir contre elle, il estime
qu'elle n'est pas cependant exempte de tout reproche (4);
Il importe de bien observer la distance qui sépare la théorie
de l'applications (4), c'est pourquoi il se refuse à suivre la
doctrine d'Adam Smith, qui après avoir prévalu en Angle-
terre commence à y produire des « fruits amers (5). » J.-B.
Say a eut tort à son sens en développant les bienfaits du
commerce et de la concurrence illimitée; c'était là faire une
part trop belle aux capitaux, trop effacée, aux gouver-
nements: « en leur refusant toute action efficace sur le
« bonheur des citoyens (6) ».

(1) GUÉRARD : *La Littérature française*, pp. 606 et suiv.

(2) GUÉRARD : *La Littérature française*, pp. 606 et suiv.

(3) BLANQUI : *Histoire d'Economie politique*, p. 5.

(4) *Séance de l'Académie des Sciences morales et politiques*,
VERGÉ, III, 1843, p. 462.

(5) BLANQUI : *Histoire de l'Ec. politique*, pp. 350 et 351.

(6) BLANQUI : *Histoire de l'Ec. politique*, p. 404.

L'État peut donc intervenir; il doit même intervenir. Comment et dans quelles circonstances?

Ce ne sera pas comme Sismondi le demandait par l'interdiction des machines. Le machinisme a bien ses inconvénients: il concentre la propriété entre quelques mains; l'ouvrier se trouve vis-à-vis de l'employeur dans un état de dépendance; l'abus d'une productivité qui n'est pas en rapport avec les débouchés provoque les crises; enfin « de la permanente activité de l'instrument on s'est autorisé à exiger autant de service du bras qui le dirige » de là l'abus de la durée du travail de l'adulte et de l'enfant; il le reconnaît. Mais il a, par contre, des avantages indiscutables.

Les machines sont d'abord « indispensables à toute nation industrielle sous peine de rester en arrière du mouvement de progrès qui s'opère autour d'elle, de perdre sa position et d'être complètement ruinée (1). »

Elles ont permis en outre de donner « aux femmes » un travail proportionné à leurs forces et « d'émanciper les enfants » qui, jusque-là, étaient une charge pour leurs parents.

Enfin, si les machines ont retiré le travail à certains ouvriers, elle l'ont offert à d'autres, il y a eu déplacement, compensation. Après un certain temps de malaise un nombre plus considérable d'ouvriers ont eu du travail (2).

Le seul reproche que l'on puisse donc adresser au machinisme vient de l'abus qui en a été fait. Est-il possible d'y remédier?

L'opinion de Blanqui varie avant et après 1848, époque à laquelle il publie son ouvrage sur: « Les Classes ouvrières en France ».

(1) BLANQUI : *Cours d'Econ. Ind.*, 1838-1839, Mathias, p. 130.

(2) BLANQUI : *Cours d'Ec. Ind.*, 1837-1838, Angé 1838, p. 83.

Avant 1848 :

Il estime que l'on ne peut supprimer d'une façon générale l'abus du machinisme, dont le principal est la trop longue durée du travail.

Une loi qui fixerait un maximum de durée de travail tuerait l'industrie, les patrons gênés ne pouvant soutenir la concurrence, ou bien les salaires se trouveraient diminués (1). Une semblable réforme rejaillirait, en outre, de la façon la plus fâcheuse sur l'enfant qu'il importe avant tout de protéger. Le père, mis dans l'impossibilité de gagner suffisamment : « permettrait que son enfant travaille comme lui (2). »

Ce qu'il est possible de faire c'est d'appliquer une mesure de réglementation exclusivement réservée aux enfants (3). Il approuve pleinement la tentative qu'Owen revenu récemment en France, veut opérer, il y a des choses « excellentes » à prendre, dit-il, dans la législation anglaise. Le nombre des heures par jour et par semaine y est notamment fort bien compris (4).

Il serait également désirable que la loi civile instituat « des jours de repos obligatoires qui permettraient au « corps de se délasser et à l'esprit de se détendre (5). »

L'Etat peut enfin intervenir lorsqu'il s'agit de travaux publics et fixer des conditions spéciales pour leur exécution (6).

(1) BLANQUI : *Cours d'Ec. Ind.*, 1837-1838, Angé, 1838, pp. 96 et 97.

(2) BLANQUI : *Cours d'Ec. Ind.*, 1838, Hachette et Angé, 1839, p. 56.

(3) BLANQUI : *Cours d'Ec. Ind.*, 1837-1838, Angé, 1838, p. 97.

(4) BLANQUI : *Cours d'Ec. Ind.*, 1838-1839, Mathias, p. 141.

(5) BLANQUI : *Cours d'Ec. Ind.*, 1838-1839, Mathias, p. 138.

(6) BLANQUI : *Cours d'Ec. Ind.*, 1838-1839, Mathias, p. 35.

Après 1848, l'enquête qu'il vient de faire auprès des classes laborieuses et qui lui a révélé des maux plus profonds qu'il ne les supposait, lui suggère des réflexions nouvelles, il risque alors de nouvelles réformes.

Il estime que, avec la réforme des logements, la question de l'éducation physique et morale des enfants d'ouvriers est la première à attirer l'attention et « les sévérités de la loi (1). »

La loi de 1841 qui devait protéger l'enfant n'a pas été exécutée (2), une législation prompte et énergique doit intervenir en leur faveur; si depuis 1833 l'instruction primaire existe, leur éducation, par contre, est nulle.

Cette protection légale ne doit pas s'arrêter aux enfants mais s'étendre *aux femmes* : « Je ne crains pas d'affirmer « ici, quelque clameur qui puisse advenir, que la pensée cons-
« tante, énergique et résolue du nouveau système manufac-
« turier devra être d'exclure peu à peu les femmes et les
« enfants des ateliers agglomérés et de n'y laisser que des
« hommes (3). »

Dès 1838 Blanqui, avait pensé que si des traités internationaux survenaient il serait alors possible de limiter la journée de travail même pour les adultes, il insiste à nouveau estimant que c'est un essai à faire. Quant aux décrets de 1848, ils ont eu comme point de départ une idée fausse qui consiste à croire qu'il est possible, du jour au lendemain, « de changer les lois éternelles qui régissent l'ordre social (4). »

(1) BLANQUI : *Classes ouvrières*, t. I, p. 75.

(2) BLANQUI : *Classes ouvrières*, t. II, pp. 201-202.

(3) BLANQUI : *Classes ouvrières*, t. II, p. 118.

(4) BLANQUI : *Classes ouvrières*, t. I, p. 6.

L'Etat doit enfin intervenir encore d'une façon générale en faveur de l'expropriation des logements insalubres; la cause de ces logements malsains étant l'agglomération des ouvriers, il importerait d'interdire toute création de nouvelle usine dans un centre de plus de 20.000 âmes (1).

Telles sont les mesures interventionnistes que Blanqui estimait pouvoir concilier avec la doctrine libérale; mais prévoyant l'avenir, il allait même plus loin : « Si quelque jour, comme nous le pensons, disait-il, l'intervention de la loi est indispensable dans ces matières délicates, il faudra qu'elle soit franche et qu'elle avoue hautement son but : l'amélioration du sort de l'ouvrier (2). »

Il donnait enfin un dernier conseil plein de bon sens et que bien des hommes politiques actuels devraient méditer lorsqu'il parle de l'inanité des agitations populaires, des troubles, des révoltes, « de l'impuissance des armes à résoudre les questions économiques (3). » Pas plus que les armes d'ailleurs, l'Etat ne peut, par son intervention, résoudre ces questions : car « il ne faut pas oublier que la paternité de l'Etat n'est qu'une fiction dont il est dangereux d'abuser (4). »

Si nous avons insisté particulièrement sur les idées de Blanqui, c'est qu'elles nous paraissent exprimer d'une manière assez exacte les sentiments de la majorité des libéraux de l'époque vis-à-vis de la question de l'intervention de l'Etat, de la protection ouvrière.

Ce problème, en effet, ainsi que Blanqui l'avait vu, se

(1) BLANQUI : *Classes ouvrières*, t. I, pp. 75, 97 et 99.

(2) BLANQUI : *Classes ouvrières*, t. II, pp. 226 et 227.

(3) BLANQUI : *Classes ouvrières*, t. II, p. 146.

(4) BLANQUI : *Classes ouvrières*, t. II, p. 155.

présente sous trois aspects différents suivant que l'on envisage les enfants, les femmes, les adultes.

Or pour les enfants, théoriciens ou politiques sont, en 1840, on peut dire unanimes à reconnaître la nécessité d'une intervention légale.

Cette nécessité ne se fait pas sentir à un égal degré pour le travail des femmes, aussi est-ce un simple vœu que Blanqui exprime à leur égard.

Pour les adultes enfin, ce vœu est encore bien moins précis, c'est plutôt un regret de ne pouvoir concilier les sentiments d'humanité avec la tyrannie des lois économiques et un espoir dans un avenir meilleur.

Il y avait, disons-nous, unanimité à reconnaître la nécessité de l'intervention légale en faveur de l'enfance : c'est en effet par 218 voix contre 17 que la Chambre des Pairs vote la loi du 22 mars 1841 qui constitue la première protection légale de l'enfance.

Rossi est d'avis qu'il y a « nécessité de prendre des mesures et de poser des règles pour que, dorénavant, on n'exige plus des enfants un travail excessif aussi nuisible à leur santé qu'à leur développement moral... Il n'est que trop vrai que l'ardeur excessive du producteur et plus encore peut-être le besoin, la misère et la mauvaise conduite d'un grand nombre de travailleurs, font imposer aux enfants une tâche au-dessus de leurs forces (1) ».

Fix, dans ses : « Observations sur les classes laborieuses (2), de Montalembert, le duc Praslin, le comte Chollet... etc., lors de la discussion de la loi dont Dupin fut tout à la fois le rapporteur et le plus ardent défenseur, sont unanimes à

(1) Rossi : *Moniteur Universel*, 1840, p. 424.

(2) Fix : *Observations sur les Classes laborieuses*, p. 201. Paris, Guillaumin, 1846.

reconnaître la nécessité de cette protection de l'enfance. « Sur ce point, aucun dissentiment n'existe entre nous, « dit Rossi, nous sommes tous animés du même esprit (1) ».

Pour la sauvegarde de l'avenir de la race, il y a nécessité pour l'Etat de s'opposer de plus en plus à l'abus des forces de l'enfant.

La question du respect de sa liberté ne peut se poser; de liberté : l'enfant n'en a pas. Il n'a pas non plus de volonté propre, il subit celle de ses parents ou de son tuteur ; parents chez qui parfois la misère impérieuse étouffe les sentiments d'affection et d'amour et qui, par obligation de subvenir aux besoins d'une nombreuse famille ou même par simple ignorance ou cupidité, peuvent être tentés de faire travailler leurs enfants dans des conditions qui leur sont préjudiciables; maîtres qui peuvent être eux-mêmes les esclaves de la loi de la concurrence, ou oublieux de leurs devoirs.

Quant à l'argument juridique : le respect de la puissance paternelle? il n'a plus de valeur. La puissance paternelle n'est pas un droit, mais bien plus une obligation, un devoir; organisée autant dans l'intérêt de l'enfant que dans l'intérêt social, l'Etat peut intervenir pour prévenir ou réprimer les abus de ceux qui l'exercent. Rappelons à cet égard, le mot du duc Praslin : « Je ne croirai jamais qu'une mesure inspirée par l'humanité puisse être contraire au droit (2) ».

Enfin, dans l'intérêt de l'industrie elle-même, il faut que l'enfant soit protégé. Cette protection ne s'exerce que pendant une courte période qui coïncide avec le dévelop-

(1) ROSSI : Discours. *Moniteur Universel*, p. 424, 1840.

(2) DUC PRASLIN. Discours. *Moniteur Universel*, p. 427, 1840.

pement physique de l'individu, et la diminution de production qui peut en résulter est largement compensée par l'avantage qu'il y a pour la Nation, pour l'industrie tout entière, d'avoir plus tard des ouvriers normalement constitués, vigoureux, capables d'une production et d'efforts plus considérables.

Ainsi donc, dès 1840, la question de la protection légale du travail de l'enfance en tant que « principe » est résolue d'une façon unanime par l'affirmative (1); la discussion ne porte et ne portera plus désormais que sur l'opportunité de mesures plus ou moins restrictives; ce n'est plus là qu'une question de degrés, qu'une question de fait.

Nous exposerons ultérieurement brièvement les lois qui réglèrent les conditions du travail des enfants, et les critiques que l'on peut faire à leur égard.

Si, en 1840, les économistes et les politiques étaient unanimement d'accord pour reconnaître la nécessité immédiate, l'urgence de la protection enfantine ils se rendaient également compte de l'intérêt qu'il y avait à l'étendre à la femme.

Nous avons vu Villermé regretter dans les ateliers le mélange des sexes et un travail trop long des adultes mais ne pas oser demander une réforme (2); si, lors de la discussion de la loi de 1841, il ne fut pas question des femmes, on est en droit de croire que ce fut pour ne pas envenimer le débat et compromettre le succès de mesures plus impé-

(1) En 1840, la discussion devant les Chambres n'a porté que sur le point de savoir s'il fallait promulguer une loi réglant dans tous leurs détails les mesures d'intervention ou bien, au contraire, poser seulement législativement le principe et s'en remettre pour l'application à l'administration par le moyen de Règlements; Rossi et le ministre Cunin Gridaine étaient de cet avis, la majorité de la Commission et Dupin, le rapporteur, étaient d'un avis contraire.

(2) V. *Supra*, p. 23, note 5.

rieuses pour les enfants que pour tous autres. A peine cette loi promulguée, les partisans de la protection de la femme se font de plus en plus nombreux dans les rangs des libéraux.

Nous connaissons déjà l'avis de Blanqui à cet égard (1), il était partagé par beaucoup d'autres.

Walowski dont les tendances libérales ne laissent aucun doute et qui contribua grandement à l'abrogation du décret du 2 mars 1848, fut l'auteur d'une proposition de loi distribuée à l'Assemblée nationale le 14 août 1848. Il demande une réglementation plus sévère du travail de l'enfant et que les mesures protectrices soient étendues à la femme : « Je crois, dit-il, que le progrès de la civilisation « se mesure par le degré d'attention qu'on accorde à la condition des femmes (2). »

Déjà en 1847 le Gouvernement avait présenté un projet de loi dans le but de protéger plus efficacement le travail des enfants et où (pour la première fois) le travail des filles mineures et des femmes était réglementé : « Les dispositions en faveur des adolescents de douze à quinze ans (loi du 22 mars 1841) et spécialement celle qui limite à 12 heures leur travail journalier, seront désormais appliquées aux filles et aux femmes quelque soit leur âge » tel était l'article 2 du projet.

Il vint en discussion devant la Chambre des Pairs, le 3 février 1848. Il ne donna lieu qu'à une seule observation de M. Girard demandant, que si ce maximum général de 12 heures pour le travail féminin était accepté (et il en était partisan) il lui soit apporté néanmoins certains tempéraments notamment en faveur de l'industrie de la soie. L'immense

(1) V. *Supra*, p. 29, note 3.

(2) *Moniteur Universel*, 1843, p. 2251.

majorité de la Chambre repoussa son amendement et se refusa à entrer dans la voie des concessions. M. Girard, ayant également soulevé l'attention de la Chambre sur l'atteinte faite par le projet du principe de la liberté du travail en tant qu'il concerne les femmes, M. Dupin, rapporteur, répondit que cette observation le surprenait : « Cette disposition « (la limitation à 12 heures du travail féminin) n'ayant pas « soulevé dans le sein de la Commission, dont était pourtant « membre M. Girard, la plus légère objection, et qu'elle avait « été admise à l'unanimité de la Commission (1) » ; il rappelait et il insistait particulièrement pour convaincre la Chambre sur l'exemple de l'Angleterre qui, en 1844, avait fixé à 12 heures la limite du travail des femmes et des filles, et le fixait, trois années plus tard, en 1847, à un maximum encore inférieur : 10 heures.

Voté le 21 février 1848 par 117 voix contre 19, ce projet disparut trois jours après avec l'avènement du Gouvernement de Juillet.

Quoique fervent libéral, Dupin dans ses rapports à la Chambre des Pairs les 29 juin 1847 et 31 janvier 1848 estimait donc avec la majorité que la protection de la femme était conciliable avec le respect du principe de liberté.

Il n'y a pas inconséquence de ma part d'avoir présenté un projet de réglementation du travail des femmes et des enfants, et de vouloir abréger le décret du 2 mars 1848 (limitant le travail des hommes adultes) : « Il prouve, nous dit Walowski que j'ai essayé de concilier en cette matière délicate le droit du travail avec les inspirations de l'humanité, et avec les conseils de la politique. »

« Je m'en glorifie; j'ai voulu que le législateur intervint

(1) *Moniteur Universel*, 1848, p. 2251.

« là où il a le droit d'intervenir, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit « d'incapables, lorsqu'il s'agit d'enfants, lorsqu'il s'agit de « femmes ; » de la femme « qui quoi qu'on en ait dit » se trouve encore, dans la réalité, dans la position que lui assignait l'esprit de la législation romaine qui est en quelque sorte « la fille aînée du mari » ; elle est, dans sa sujétion. Le législateur doit prendre en main ceux qui sont sous la sujétion d'autrui (1) ».

Bien qu'en raison des événements politiques le projet de 1847 n'ait pu aboutir il n'en résulte pas moins qu'il avait été la manifestation d'un sentiment nettement interventioniste en faveur de la femme.

Certains libéraux allaient même plus loin, non seulement ils se montraient partisans de la limitation du travail de l'enfant et de la femme, mais ils se rendaient compte que la limite fixée au travail de cette dernière devait entraîner comme conséquence dans bien des cas celle du travail des hommes, et ils s'en réjouissaient.

« En limitant à 12 heures le travail du sexe le plus faible « nous limiterons par une corrélation indispensable le travail « de l'autre sexe : l'excès de labeur disparaîtra de nos ateliers (2) », écrit Dupin dans son rapport sur le projet de loi réglementant le travail des femmes et enfants présenté à la veille de l'insurrection de 1848.

En septembre 1848 il devait se rallier à l'amendement Alcan et se montrer partisan d'une limitation générale à tous les travailleurs.

Walowski, également, estimait que sa proposition de limitation du travail des femmes et enfants : « a cela de bon

(1) *Moniteur Universel*, 1848, p. 2250.

(2) DUPIN : Rapport. *Moniteur Universel*, 1848, p. 276.

« c'est qu'elle tend à améliorer le travail des adultes dans les
« manufactures où il y a un moteur commun qui imprime le
« mouvement, et cela tout en respectant le principe fonda-
« mental de la liberté (1) ».

1848 est une date célèbre dans l'histoire de l'interventionnisme en faveur des adultes. Les journées des 22, 23 et 24 février amène la chute de Louis-Philippe et la proclamation de la République : « du peuple souverain ».

Or, dans les masses populaires les doctrines nouvelles, que Leroux avait baptisées du nom de « socialisme, » avaient été largement répandues et l'affirmation par leurs partisans de l'existence d'une certaine loi économique fut à ce moment grosse de conséquence. C'est de la loi dite du salaire nécessaire plus connue depuis Ferd. Lassalle sous le nom de « loi d'Airain ».

Elle peut être ainsi formulée : Le salaire, prix de cette marchandise qui s'appelle la main-d'œuvre, est déterminé par le coût de la production, c'est-à-dire la valeur des subsistances nécessaires à l'ouvrier, et la prime d'amortissement nécessaire à perpétuer la famille.

Par application de ce principe, le travailleur a donc tout avantage à voir la durée de la journée de travail réduite, puisque son salaire restera malgré tout le même ; il a donc intérêt à demander la fixation légale de la journée de travail (2).

(1) WALOWSKI : *Moniteur Universel*, 1848, p. 2251.

(2) L'inexactitude de cette loi ainsi formulée est aujourd'hui universellement reconnue, loin d'être d'une fixité absolue, le salaire est au contraire, essentiellement variable. Variations qui diffèrent suivant les temps, les circonstances, les pays et les régimes économiques qui les gouvernent.

Nous assistons depuis une cinquantaine d'années à une élévation des salaires à peu près générale dans tous les pays : France, Belgique, Angleterre, Etats-Unis, Allemagne. Elévation qui, suivant les époques, a

Cette tendance vers la limitation s'était déjà manifestée dans le milieu ouvrier, par des grèves notamment : des charpentiers du Pec en 1832, des menuisiers de Caen en 1833,

varié d'intensité (1) ; en sorte que d'une manière générale le salaire nominal est considéré comme ayant à peu près doublé depuis 1848.

Si, d'autre part, nous comparons le salaire nominal avec le salaire

(1) En France on constate :

1° De 1853 à 1870. Augmentation des salaires très rapide dû à l'abondance de l'or, à l'activité économique stimulée par le développement des communications et du crédit.

2° De 1871 à 1882. Mouvement ascendant moins rapide interrompu çà et là par des années de baisse dans diverses professions, mais très sensible cependant puisqu'le salaire moyen des hommes monte de 2 fr. 96 en 1872 à 3 fr. 35 en 1880 :

3° De 1880 à 1887. Etat à peu près stationnaire, période de crise et d'atonie pendant laquelle le commerce extérieur a fléchi et le travail a fait défaut.

4° De 1887 à nos jours, la moyenne de *salaire* a continué à augmenter d'environ 10 0/0. Voici l'échelle approximative des salaires établie par l'*Office du Travail* pour l'Exposition Universelle de 1900 (100 représentant le taux de 1900).

1806	44,4 0/0	1873	74 0/0
1824-1833.	44,5 —	1880	90 —
1840-1845.	50,5 —	1892	94 —
1853	54 —	1896	95 —
1856	59 —	1901	100 —
1860-1865.	70 —		

D'autre part, l'*Office du Travail* avait également produit un tableau comparatif du coût de la vie de l'ouvrier à diverses époques d'après l'hypothèse d'une consommation égale en quantité et qualité de nourriture, logement, chauffage, éclairage, le coût actuel étant représenté par 100.

1804-1813.	73,5 0/0	1854-1863.	99,0 0 0
1814-1823.	79,6 —	1864-1873.	102,5 —
1824-1833.	84,3 —	1874-1883.	105,8 —
1834-1843.	85,1 —	1884-1893.	100 —
1844-1853.	78,4 —		

On constate ainsi pendant un certain temps une élévation sensiblement égale entre les salaires et le coût de la vie, mais tandis qu'aujourd'hui le coût de la vie est sensiblement égal à ce qu'il était durant la période de 1854-1863, les salaires se sont au contraire élevés depuis de 30 0/0. Ce qui prouve que si le coût de la vie influe sur le taux des salaires, il n'en est pas la règle absolue.

Il convient d'ailleurs de remarquer que le nombre des besoins s'est accru avec les tentations d'un marché plus diversement approvisionné. La somme des consommations ouvrières considérée en 1804 comme suffisante pour une famille, ne le serait plus aujourd'hui. Le budget dépenses a donc monté parallèlement au budget recettes, laissant même une certaine marge pour l'épargne et la prévoyance.

LEVASSEUR : *Rev. Ev. Int.*, 15 nov. 1905,

des teinturiers de Paris en 1846, la fameuse grève générale de 1840 proclamée par 100.000 ouvriers réunis sur la place Saint-Denis; l'agitation en faveur de la limitation était à son apogée en 1848 et la Révolution prouva combien toutes ces idées nouvelles avaient pénétré dans la masse profonde de la nation.

réel, c'est-à-dire si nous recherchons si le bien-être de l'ouvrier s'est accru d'une façon correspondante; nous constatons que dans la plupart des pays le salaire réel s'est accru dans des proportions supérieures à celle du salaire nominal : puisque à une élévation de salaire correspond une diminution générale des prix des objets de première consommation (aliments, vêtements, habillements, éclairage, chauffage; seul le prix des loyers s'est accru dans les grosses agglomérations urbaines); l'Allemagne fait peut-être exception à ce mouvement général.

Dans ce pays, la hausse du salaire réel ne correspond pas à la hausse du salaire nominal; ainsi que nous le verrons ultérieurement au chapitre V, le protectionnisme qui, en Allemagne, est la règle économique et s'étend aussi bien aux travailleurs (manifestation du socialisme d'Etat) qu'à l'industrie et surtout à l'agriculture en accroissant le coût du travail et en renchérissant les vitres des ouvriers a influé défavorablement sur le mouvement des salaires et fait baisser le salaire réel (1).

(1) Le docteur Maubât, dans une brochure « Das Nahrungs wesen »; Iéna, 1904, constate que les droits sur les blés, droits que les Chambres allemandes viennent encore d'élever, retombent sur les ouvriers qu'ils réduisent leur nourriture, et sont les vrais responsables de la diffusion de la tuberculose dans l'Empire.

La meilleure preuve que malgré la hausse des salaires en Allemagne, le bien-être de l'ouvrier a diminué, c'est que l'on constate une diminution très sensible dans la consommation de la viande et de la bière, ce qui démontre que le salaire nominal vient se heurter à la limite des subsistances, et qu'à tout renchérissement de celles-ci la masse des vivres que l'ouvrier peut acheter doit être réduite. La quote-part des richesses des classes pauvres a également diminué, notamment en Saxe de 59,52 à 57,87 0/0 et dans le Bade de 47 à 46,5, alors que la proportion des ouvriers dans la population contribuable a baissé seulement de 91,45 à 90,72 0/0 en Saxe et de 80,6 à 80,4 dans le Bade. Le kilo de viande en 1898 était de 1,13, il était en 1902 de 1,21. De 1877 à 1901, le prix du pain a baissé à Londres de 58,2 0/0, en Allemagne de 14 0/0 seulement.

A. LORIA : *Rev. Ec. Int.*, 15 avril 1905,

Conscients de leurs forces, le premier acte des ouvriers est d'exiger la limitation des heures de travail elle leur est accordée par le décret du 2 mars 1848 qui fixe à 10 heures le maximum de la journée de travail à Paris indistinctement pour tous les ouvriers et à 11 heures en province.

Ce décret lors de sa promulgation ne donna pas lieu à des discussions économiques savantes : La Commission de Gouvernement pour les Travailleurs se réunit le 1^{er} mars sous la présidence de Louis Blanc, 200 délégués ouvriers assistaient à la réunion et exigeaient que satisfaction leur fût donnée le jour même. Ce ne fut que grâce aux efforts de L. Blanc soutenu par Arago, membre du Gouvernement provisoire que les ouvriers consentirent à attendre 24 heures.

Ainsi fut rendu ce décret célèbre du 2 mars dont Buffet devait dire, quelques mois plus tard, qu'il comprenait « qu'on l'ait adopté comme une concession peut-être nécessaire au lendemain d'une Révolution et dans des jours « d'entraînement à l'opinion égarée » mais qu'il ne devait pas être maintenu (1).

A la suite de ce décret, une crise terrible frappa la France : pour les uns la responsabilité en incombait à la situation politique générale ; pour les autres, les plus nombreux, à ce décret du 2 mars 1848.

Un journal rédigé uniquement par les ouvriers *L'Atelier* constate que : « si le décret du 2 mars a profité à « quelques travailleurs il n'a été qu'une cause de ruine pour « le plus grand nombre qui a vu les travaux se suspendre et « les ateliers se fermer à sa promulgation ».

Devant le comité des travailleurs, Walowski proposa l'abolition pure et simple du décret ; au nom de ce comité,

(1) BUFFET : *Moniteur Universel*, 1848, p. 2236.

Duprat, qui s'était pourtant montré un des partisans les plus avérés du décret de mars lors de sa promulgation, présente, le 5 juillet, un rapport dans ce sens à l'Assemblée patronale.

Dès le mois de juin, Tomet avait déposé un projet d'abrogation pure et simple qui vint en discussion les 30 et 31 août 1848 (1).

Le député Aleau proposa un amendement limitant la durée du travail à 12 heures d'une façon générale.

Sénart, ministre de l'Intérieur, s'y rallie « estimant que « sans intervenir dans le contrat il importe de veiller à ce « qu'il ne se fasse jamais qu'à des conditions humaines (2) ».

On peut diviser les orateurs qui prirent part à la discussion en trois catégories :

Les défenseurs du décret du 2 mars 1848 : Pierre Leroux, Corbon, Perdiguier, Michot, Peupin ; fidèles à leur conviction du premier jour en septembre ils défendent le décret qui fut leur œuvre ; mais Pierre Leroux se lamenta en constatant combien ces défenseurs sont peu nombreux ; en effet, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Armand Marast dont les convictions paraissent pourtant les plus fermes se turent en présence d'une cruelle expérience.

Les adversaires absolus et irréductibles de toute réglementation, libéraux intransigeants sur la question de limitation du travail des adultes, Buffet, Faucher, Wadowski ; (ce dernier partisan de la limitation du travail des femmes).

Enfin entre ces deux extrêmes : les partisans de l'amendement Aleau et du nouveau projet de Duprat, déposé au

(1) Discussion. *Moniteur Universel*, 1848, p. 2229.

(2) *Moniteur Universel*, 1848, p. 2251.

nom du comité des travailleurs le 1^{er} septembre et basé sur la limitation de 12 heures parmi lesquels Dupin, Sénart, Brunet.

Pierre Leroux prit le premier la parole, l'Assemblée lui était manifestement hostile; la défense qu'il présenta du décret du 2 mars lui fait le plus grand honneur, il y fit preuve de la conviction la plus sincère.

Le décret, dit-il, est « juste et il est utile (1) ». Les arguments sont, les uns, philosophiques, d'autres d'ordre purement économique.

Le décret est juste car le travail dans l'industrie libre est « un homicide »; « l'homme n'a pas le droit d'attenter « à sa propre vie »; de se suicider. « Les patrons ou chefs « d'industrie qui encouragent ou tolèrent un travail évi- « demment homicide sont des délinquants (1) ».

Le décret est non seulement juste mais utile, conforme « à l'intérêt et au repos de la société (2) ».

Au point de vue économique, il soutient le bien-fondé de « la loi d'Airain » dont l'avenir devait faire justice et prouver l'inexactitude fondamentale.

Le capital d'autre part est cause de tout le mal; ce capital qui est: « le droit de tirer un profit, un intérêt, du seul fait d'une richesse accumulée sans participer en rien à l'emploi utile de cette richesse (3) ».

« Citoyens, dit-il dans une ardente péroraison, je vous en « conjure, ne portez pas la hache réactionnaire sur ce décret. « Arrêtez-vous devant lui ! C'est un monument (4) ».

Perdiguier, autre défenseur du décret, estime que non seulement la durée du travail doit être limitée, mais la

(1) P. LEROUX : *Moniteur Universel*, 1848, p. 2232.

(2) P. LEROUX : *Moniteur Universel*, 1848, p. 2233.

protection gouvernementale doit encore s'étendre sur les salaires et empêcher qu'ils ne diminuent : « Pourquoi « protégez-vous la profession d'avocat en exigeant des diplômes tandis que le métier de menuisier est libre ; pourquoi, « amis de la liberté, ne voulez-vous pas la liberté pour « tous?... Protégez aussi l'artisan ; » enfin, « veillez que le travail nourrisse le travailleur. » Ce n'est pas le retour vers la corporation antique qu'il demande, mais la fixation d'un minimum de salaire. C'est l'affirmation du droit au travail, cause première de la création des ateliers nationaux, qui devraient provoquer la ruine de la république.

Adversaire irréductible du décret, libéral intransigeant, Buffet succéda à la tribune à Pierre Leroux. Ce fut son premier discours, il s'y révéla orateur de grand talent.

Le décret du 2 mars est une atteinte au droit du travail ; « s'il s'agissait du travail d'esclave, le décret serait une loi « d'humanité »... « Quand il s'agit de l'homme libre, sur qui « repose le soin, la mission de pourvoir à ses besoins et à « ceux de sa famille ? Sur lui-même. Il est responsable de « l'accomplissement de cette obligation ; c'est elle qui fait « trop souvent sa misère, mais c'est elle aussi, ne l'oubliez pas « qui fait toute sa dignité, toute sa moralité ! (1) ». « Entendez-vous reporter cette obligation de la tête de l'ouvrier « sur celle d'un autre, Patron ou Etat, alors ce n'est « pas seulement un maximum de travail mais aussi un minimum qu'il faut fixer, et alors : c'est l'esclavage que « vous établissez ».

En fait, le décret avait comme but caché : « la hausse « des salaires » ; ses auteurs ont en cela « imité les procédés des « rois de France qui altéraient les monnaies » oubliant que

(1) BUFFET : *Moniteur Universel*, 1848, p. 2235.

le prix du travail est fixé par une loi naturelle à laquelle nul ne saurait échapper.

Le décret va en outre contre son but, le seul moyen d'augmenter les salaires est d'augmenter les capitaux. Plus les capitaux sont nombreux, plus ils se font concurrence, plus le besoin de travail qui les fait fructifier se fait sentir et plus l'intérêt qui leur est attribué baisse.

Au contraire, si des mesures législatives augmentent les frais de production, les marchés se ferment et les salaires au lieu d'augmenter diminuent; si le capital s'effraye et se fixe à l'étranger celui qui reste devient de plus en plus tyrannique et fait payer plus chers ses services (1).

Léon Faucher soutint la même opinion absolue; et cela au nom de la justice : « Dès que vous essayez de poser la « limite, vous rencontrez l'arbitraire », et a raison des conséquences qu'entraîne la limitation : « Décréter une limite à « la journée de salaire, c'est contracter l'obligation de payer « les deniers de l'Etat, le supplément à ce salaire qui sera « requis pour les besoins de l'ouvrier (2) ».

La réglementation du travail dans les usines et manufactures est contraire à l'intérêt de l'ouvrier, elle tendra à développer le travail à domicile qui ne pourra, lui, être ni surveillé ni réglementé et c'est là que se rencontrent les plus grands abus, c'est, dit-il; « donner une prime au travail à domicile qui est déjà le plus mauvais (3) ».

L'amendement Alcan lui-même est attentatoire au principe de la liberté : « Nous ne devons intervenir qu'en faveur « de l'enfance, mais au nom du ciel n'allez pas plus loin, ne

(1) *Moniteur Universel*. Discours de BUFFET, 30 août 1848, p. 2235.

(2) *Moniteur Universel*. Discours de L. FAUCHER, 1848, p. 2248.

(3) *Moniteur Universel*, L. FAUCHER, 1848, p. 2252.

« traitez pas l'homme fait, l'ouvrier, comme un mineur car
« il ne l'est pas ! Tous les hommes sont libres sur cette
« terre de France (1) ».

« Venons au secours des misères de la société sans trou-
« bler l'ordre social ; ne posons pas de règles inexécutables et
« ne faisons pas de promesses vaines (2) ».

Walowski est également d'avis que le décret doit être
aboli purement et simplement et cela dans l'intérêt même
de l'ouvrier car il a « raccourci le levier de l'émancipation
« populaire qui est tout entier dans son énergie morale,
« individuelle ». « Le décret a été mauvais, car au lieu de
« maintenir l'activité du travail qui devait donner le pain,
« la vie, l'existence à la multitude des travailleurs, » les usines
se sont fermées. Il doit être regretté également parce qu'il
est contraire « à l'énergie morale », « à la dignité per-
sonnelle » de l'ouvrier, il n'est bon que pour des « esclaves
ou des mineurs (3) ».

Il émet des considérations intéressantes sur les consé-
quences d'une réglementation du travail individuel à
l'égard des populations rurales, qui, dans l'espoir d'un sort
meilleur, fuiront les campagnes pour l'usine.

Nous avons rangé Walowski parmi les adversaires
résolus de toute réglementation pour les hommes adultes,
et pourtant ses principes ne sont pas aussi absolus que ceux
de Buffet et de Faucher ; il dit en effet que « le décret a été
prématuré » ; dans l'état où elle se trouve, l'industrie ne
peut supporter l'entrave rigide d'une loi, mais il espère que
les conséquences d'une réglementation du travail des

(1) *Moniteur Universel*, L. FAUCHER, 1848, p. 2248.

(2) *Moniteur Universel*, L. FAUCHER, 1848, p. 2295.

(3) *Moniteur Universel*, WALOWSKI, 1848, p. 2250.

femmes suffiraient à faire disparaître d'eux-mêmes, à l'égard des hommes, les abus qu'il regrette (1).

Mais entre ces deux extrêmes, socialistes défenseurs du droit, d'une part, et libéraux intransigeants, de l'autre, se trouvait toute une pléiade d'économistes et d'hommes politiques dont l'absolutisme doctrinal était grandement tempéré par des sentiments de haute humanité non seulement à l'égard des femmes et des enfants mais même des hommes; partisans de l'abrogation du décret, ils admettent cependant un maximum général de 12 heures de travail.

« L'idée de la loi, » qui devait être votée le 9 septembre 1848, nous dit Sénart, ministre de l'Intérieur « est de respecter les droits de l'industrie et la liberté des conventions; mais fixer aussi dans un intérêt d'humanité une limite au delà de laquelle le travail ne puisse être étendu; admettre dans des conditions exceptionnelles que cette limite puisse se trouver dépassée sous la garantie d'une autorité interposée entre le patron et l'ouvrier (2) ».

Dupin estime que le principe de liberté ne s'oppose pas à ce que dans l'intérêt de l'humanité, le travail dans les manufactures « soit sagement réglementé », « protection doit être due aux adultes contre les abus de la liberté illimitée (3) ! ».

Quel sera ce maximum ? Il doit être « égal au moins aux besoins les plus étendus, car s'il est trop faible vous feriez souffrir quelques industries capitales ». 12 heures lui paraît être une limite acceptable, c'est l'avis d'un grand nombre de Chambres de Commerce, et si cette limite paraîs-

(1) *Moniteur Universel*. Discours de WALOWSKI, 1848, p. 2250.

(2) *Moniteur Universel*. Discours de SENART, 1848, p. 2251.

(3) *Moniteur Universel*. Discours de DUPIN, 1848, p. 2249.

sait bonne pour les adolescents et les femmes en février 1848, on ne peut la considérer comme excessive pour les hommes adultes (1).

Il proteste contre les affirmations de Pierre Leroux qui parlant d'ouvriers travaillant 14 heures de suite semble généraliser ce fait qui doit être, au contraire, considéré comme exceptionnel.

Il réfute la théorie de « la loi d'airain ». Loin d'empirer, la situation de l'ouvrier depuis 1789 s'est considérablement améliorée; mais le décret du 2 mars a fait à l'industrie et aux ouvriers une situation déplorable : « Le 20 février, il y avait à Paris 12.000 chômeurs, au 15 mai il y en avait 100.000. » « Les ateliers se sont fermés; on voulait que le travail fût payé d'une manière excessive, il ne l'a plus été du tout; la misère a payé la folie ! (2) »

Nombreuses sont les paroles de modération, de haute sagesse, dignes d'être méditées aujourd'hui comme alors, que l'on rencontre dans son discours : « Au milieu des circonstances malheureuses qui tenaient au malheur des temps, on s'est efforcé de faire accroire à la classe ouvrière que ses souffrances, hélas ! si déplorables, ne tenaient pas à la nature des choses..., à certaines circonstances politiques, mais qu'elles étaient la faute, le délit, le crime, de personnes, de patrons, de chefs ! » « Afin de satisfaire l'apathie de certains ouvriers, des moins bons, des moins actifs, des moins habiles, est-ce que nous ne compterions pour rien la souffrance de tant d'excellents travailleurs qui sont aujourd'hui sans ouvrage. » « Tout homme qui souffre est toujours prêt à s'indigner contre la cause de ses maux, contre

(1) *Moniteur Universel*. Discours de DUPIN, 1848, p. 2249.

(2) *Moniteur Universel*. Discours de DUPIN, 1848, p. 2248.

« l'homme et l'objet qu'on lui montre comme coupable
« de ses souffrances, alors il y a du sang dans les paroles
« prononcées et de la mort dans leurs conséquences (1) ».

Pour Duprat : « le décret du 2 mars a pu être une pensée généreuse, mais une pensée inefficace, impuissante et stérile » comme se heurtant aux lois de nature, il est une cause de misère pour les ouvriers dont les salaires se sont trouvés diminués ; il estime, au contraire, qu'une limitation générale de 12 heures de travail amendée par des exceptions fixées par un règlement d'administration publique à raison de la nature des industries ou des cas de forces majeures, ne pourra avoir que des conséquences favorables pour l'ouvrier dont il ne pourra plus être fait abus des forces, sans avoir d'autre part d'inconvénients graves pour l'industrie, le travail devant continuer de se faire dans les conditions normales (2).

La discussion à l'Assemblée nationale fut close le 8 septembre et la loi votée conformément au projet du Gouvernement fut promulguée le 9 septembre 1848 : Un maximum de 12 heures de travail effectif est fixé pour la journée de travail de l'ouvrier dans les usines et manufactures.

Si nous avons insisté assez longuement sur la discussion à laquelle donna lieu ce décret de 1848 c'est qu'elle met merveilleusement en lumière la position prise par l'école libérale en présence du problème économique qui nous intéresse : « la protection ouvrière », non seulement pour les enfants et les femmes mais encore et surtout pour les adultes. Ces positions sont, on peut le dire, les mêmes aujourd'hui ; tandis que la protection des enfants est, nous le

(1) *Moniteur Universel*, Discours de DUPIN, 1848, p. 2248.

(2) DUPRAT : *Moniteur Universel*, 1848, p. 2294.

savons, admise d'une façon universelle; la protection spéciale des femmes et celle des adultes hommes continuera à être débattue par la suite.

La discussion pour le travail féminin ne portera plus uniquement sur la question de la limitation des heures de travail qui longtemps sera repoussée comme ayant des conséquences trop graves à l'égard du travail des adultes; la première question soulevée sera l'interdiction du travail souterrain pour les femmes, réglée par la loi du 19 mai 1874; on doit reconnaître qu'elle rallie tous les suffrages. Elle est justifiée par des considérations de haute moralité; une discussion plus ardente s'est ouverte sur le projet déposé en 1886 par le ministre du Commerce étendant aux femmes les mesures de protection accordées aux mineurs en 1874 : Interdiction du travail de nuit, repos hebdomadaire, limitation à 10 heures de travail.

L'école libérale lui fut nettement hostile.

« Sous prétexte de protéger les femmes, dit M. Yves Guyot, on les exclut de certaines professions.. On arrive vite à l'absurde quand on fait intervenir la loi dans les conditions du travail. Liberté du contrat entre l'employeur et le travailleur, indépendance des deux contractants, voilà ce que doit garantir la loi ! (1) ». « Si vous empêchez la femme de gagner sa vie, vous chargerez-vous de la lui assurer ? (2) »

M. de Molinari estime : « que ce sont les mêmes bonnes intentions dont l'enfer est pavé, dit-on, qui ont inspiré la loi limitative de la durée du travail des garçons, des filles

(1) YVES GUYOT : *La Science économique*, 1887, ch. XII, p. 324.

(2) YVES GUYOT : *Revue politique et parlementaire*, 1897, t. XIV, p. 521.

« mineures et des femmes » ; le résultat de la loi de 1892 « a été de provoquer l'abaissement du salaire déjà insuffisant des ouvrières et d'introduire dans les rapports du capital et du travail un nouveau ferment d'agitation et de mécontentement (1) ».

L'intransigeance de ces deux économistes paraît être absolue; cette thèse fut en effet soutenue au Parlement, notamment au Sénat, par M. Bérenger : « Il n'est pas admissible disait-il, alors que la femme a toute liberté de ne pas travailler, de laisser sa famille ou de se livrer à la débauche, de lui interdire de se sacrifier et de supporter un travail au-dessus de ses forces dans l'intérêt de sa famille. » Buffet, également fidèle à ses principes de 1848, estime qu'il n'y a aucun rapport entre le travail des enfants et celui des adultes femmes ou hommes, toute atteinte à la liberté : « à cette propriété la plus sacrée de toutes et qui est souvent la seule que possède l'ouvrier, la propriété de son travail, la libre disposition de sa puissance de travail » doit être considérée comme illégitime (2).

Malgré l'autorité des grands noms que nous venons de citer, il ne faudrait cependant pas croire que, prise dans son ensemble l'école libérale moderne partage absolument cette intransigeance.

En effet un libéral, Courcelle-Seneuil, et auquel on a fait souvent une réputation d'intransigeance injustifiée ne s'est pas montré l'ennemi de toute protection ouvrière; il estime que : « l'emploi de l'autorité dans les réformes économiques « est à la fois très nécessaire et très délicat, il doit être plus

(1) DE MOLINARI : *Journal des Economistes*, janvier-mars 1893. 194, p. 322.

(2) BUFFET : Sénat, 10 juillet 1894 (*Officiel*, p. 661).

« ou moins fréquent et étendu, selon l'état d'avancement
 « social du peuple, selon la nature des institutions politi-
 « ques, selon les temps et les circonstances (1) ». « L'auto-
 « rité peut utilement et doit limiter la liberté dans l'intérêt
 « même de la conservation de la liberté (2) ». Tel est la
 conclusion à laquelle il aboutit, lorsqu'il considère les condi-
 tions dans lesquelles se trouvent les travailleurs en 1867.
 Il est intéressant de mentionner la date, car il est possible
 qu'aujourd'hui sa conclusion eût été différente depuis que
 la reconnaissance du droit de grève et la pratique de l'asso-
 ciation ont modifié grandement les conditions et les bases
 du contrat de travail.

D'autres, comme Maurice Bloch, loin de repousser par
 principe toute intervention de l'Etat, estiment au contraire
 que si : « les limites des pouvoirs de l'Etat sont difficiles à
 « poser *a priori*, on ne saurait les circonscrire autour de la
 « sécurité intérieure et extérieure, la justice et le respect des
 « contrats, les entreprises qui dépassent les moyens d'indi-
 « vidus groupés; les convenances de l'intervention d'Etat
 « doivent être examinées dans chaque cas particulier. La
 « décision ne sera bonne que si l'on a consulté la raison en
 « évitant de se laisser influencer par la passion (3) ».

C'est cette même idée qu'exprime M. Emile Levasseur :
 « En matière d'intervention, chaque mesure d'interven-
 « tion de l'autorité doit-être étudiée pour chaque cas parti-
 « culier. »

Ce caractère réaliste de l'Ecole individualiste est souvent
 volontairement laissé dans l'ombre par ses adversaires, il

(1) COURCELLES-SENEUIL : *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, 2^e édition, 1867, t. II, pp. 348 et 349.

(2) M. BLOCH : *Loc. cit.*, t. II, p. 6, 2^e édition, 1897.

(3) M. BLOCH : *Loc. cit.*, t. II, p. 240.

est cependant des plus intéressant, et explique les concessions successives faites au principe d'intervention.

Par respect de l'humanité les libéraux de 1848 avaient volontiers renoncé à la rigueur de leur principe et accepté la limitation du travail non seulement pour les femmes, mais aussi pour les hommes; à leur exemple l'immense majorité des libéraux actuels accepte le décret de 1848 tel qu'il fut amendé par la suite; décret trouvé aujourd'hui très sage, mais à coup sûr prématuré en 1848; et le sommeil dont il a dormi pendant quarante ans le prouve surabondamment (1).

Au fur et à mesure des progrès et des transformations industrielles, les concessions des libéraux deviennent plus considérables, particulièrement à l'égard des femmes et des enfants. En 1874, le travail féminin dans les mines est supprimé, en 1892 il en est de même du travail de nuit, un repos hebdomadaire et la limitation à onze heures de travail est imposée aux femmes. Ce sont là des mesures qui de même que le décret de 1848 ont pu ne pas être opportunes lors de leur promulgation et, être alors discutées, aujourd'hui elles sont admises par les libéraux les plus convaincus.

« Nous sommes depuis longtemps revenus de ces doctrines infiniment trop étroites qui jadis présentaient l'Etat, comme un mal nécessaire, mal qu'il faut par conséquent réduire à l'extrême minimum, en faisant de lui simplement un gendarme chargé de maintenir l'ordre dans la société, mais devant laisser, sans se permettre aucune intervention, chacun agir au gré de sa volonté réfléchie, voire même de son caprice... (2), dit M. Beauregard, député, membre de

(1) MILLIARD : *Officiel*, 1892, *in extenso*. Sénat, p. 277.

(2) *Bulletin de la Fédération des Industriels et Commerçants français*, janvier 1906. Discours de M. BEAUREGARD.

l'Institut, dont les tendances, nettement libérales, sont hors de doute; puis juxtaposant le principe, l'idée directrice et le programme auquel elle conduit, il continue :

« Chaque fois qu'il y aura vraiment un péril social, j'admets que l'Etat intervienne, je reconnais volontiers qu'il est dans son droit et dans son devoir, en se constituant le tuteur des faibles. Je n'élève par exemple aucune objection contre le principe de la loi de 1892, qui a posé des limites à la durée du travail des femmes et des enfants dans les fabriques. J'admets aussi, parfaitement, des mesures d'intérêt général, touchant la sécurité des travailleurs, j'approuve le maximum de douze heures de travail pour les adultes de même que la règle du repos hebdomadaire, actuellement à l'étude.

« Ces mesures sont autant de barrières opposées à des abus possibles, qui deviendraient évidemment nuisibles, et j'admets aussi pour l'Etat le droit d'en assurer l'exécution...

« J'approuve encore que l'Etat coopère aux œuvres d'utilité générale: œuvres d'épargne, œuvres d'assurance, coopération...

« Enfin, et surtout, j'entends bien que l'Etat reste l'être désintéressé et généreux qui recueille les blessés de la vie et les soulage. Son intervention dans l'œuvre d'assistance avec tous les développements que permettront les circonstances est pour lui un impérieux devoir (1) ».

(1) Mentionnons, en outre, qu'à l'égard de la protection féminine, il est une mesure dont la nécessité se fait sentir au plus haut point : c'est l'interdiction pour la femme de tout travail industriel durant les quelques semaines qui succèdent à l'accouchement, période plus ou moins longue durant laquelle elle doit recevoir son salaire normal.

C'est là une réforme dont les libéraux se montrent les plus fervents

Ce programme nous semble dans l'état actuel des choses comprendre le maximum des concessions conciliables avec la théorie libérale et fixer nettement aujourd'hui la position de cette école à l'égard du problème de la protection ouvrière.

Il peut se résumer ainsi :

Protection nécessaire de l'enfance.

Admission du principe d'une protection spéciale à la femme, mais en veillant à ce qu'il soit le moins possible porté atteinte à la liberté du travail des hommes.

Suppression du travail de nuit pour le personnel protégé.

Repos hebdomadaire pour tous ouvriers, maximum de douze heures de travail pour les adultes, tempéré par des exceptions spéciales à certaines industries.

Ainsi donc les libéraux actuels acceptent volontiers une certaine intervention de l'Etat, mais cette intervention, elle est : toute « de fait » et non pas de « principe ». Loin d'être sans limite, le domaine de l'intervention légale doit *a priori* être au contraire des plus restreints ; il conviendra d'envisager chaque cas spécial, de voir les conditions d'applications d'une mesure proposée et ses conséquences possibles ; loin d'être généralisée l'intervention d'Etat doit être des plus exceptionnelles ; c'est qu'en effet, « la législation est par elle-même quelque chose de brutal, d'immuable » tandis que l'industrie et le commerce auxquels elle s'applique sont soumis à des modalités qui varient si fré-

partisans à la condition toutefois, c'est que cette obligation de payer son salaire à la femme nouvellement accouchée durant cette période de repos forcé, ne soit pas mise à la charge du patron chef d'entreprise, mais à la charge de la collectivité, de l'Etat. Par la maternité, la femme remplit une fonction sociale, c'est à la société tout entière à en supporter les charges.

« quement qu'ils sont un perpétuel devenir; comment
 « pourraient-ils s'accommoder d'un corset de fer qui les
 « enserre sans tenir compte des modifications incessantes
 « de leurs organisations? Un texte trop précis ne peut don-
 « ner satisfaction aux exigences inéluctables, au milieu
 « desquelles ils se débattent? »

CHAPITRE III

APERÇU SUR LA LÉGISLATION DU TRAVAIL EN FRANCE

Notre intention n'est nullement de donner ici un état complet de la législation réglant les conditions de l'emploi des travailleurs, ceci dépasserait de beaucoup les bornes que nous nous sommes fixées.

Des lois spéciales et nombreuses en effet, sont intervenues réglant certaines industries spéciales, dangereuses, insalubres; les conditions de responsabilités des accidents et leur assurance obligatoire (9 avril 1898); l'emploi des femmes dans les établissements commerciaux (27 décembre 1900), etc.; nous ne pouvons, en ce qui les concerne, que renvoyer le lecteur aux traités spéciaux de législation industrielle et commerciale (1), nous nous bornerons uniquement à rappeler brièvement quelle est, dans ses grandes lignes et au point de vue qui nous intéresse, la situation faite aux ou-

(1) Voir en particulier *Le traité élémentaire de législation industrielle, Les lois ouvrières*, par P. PIC. (Arthur Rousseau, éditeur, 1904).

vriers par les lois des 9 septembre 1848, 2 novembre 1892 et 30 mars 1900.

Eu égard aux conditions d'emploi des travailleurs dans l'industrie, deux groupes distincts doivent être considérés :

1^o Les personnes protégées comprennent les femmes et filles de tous âges et les ouvriers du sexe masculin âgés de moins de dix-huit ans.

2^o Les hommes adultes, c'est-à-dire majeurs de dix-huit ans.

I. Les personnes protégées.

Le travail des personnes protégées dans les établissements industriels (1) est réglementé par les lois du 2 novembre 1892 et 30 mars 1900.

L'âge d'admission de l'enfant est en règle générale treize ans révolus, exceptionnellement douze.

Les personnes protégées ne peuvent être employées à un travail effectif plus de dix heures coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée ne pourra être inférieure à une heure, pendant lequel tout travail est interdit. Le repos de tout le personnel protégé doit avoir lieu aux mêmes heures.

Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit et interdit, sauf exception.

Le travail souterrain est interdit aux femmes et filles de tout âge; des conditions spéciales sont imposées pour l'emploi des enfants du sexe masculin.

Des règles spéciales sont prévues pour l'hygiène et la

(1) Voir aux textes l'énumération des dits établissements.

sécurité; certains travaux sont interdits étant considérés comme trop pénibles, trop dangereux ou préjudiciables à la moralité des femmes ou enfants.

II. Adultes.

Le travail des hommes adultes, c'est-à-dire âgés de plus de dix-huit ans, dans l'industrie est réglementé d'une manière générale : par les lois des 9 septembre 1848 et 30 mars 1900.

Sauf exception, la journée de l'ouvrier adulte dans les usines et manufactures ne peut excéder douze heures de travail effectif (1). Ce maximum de douze heures s'applique au travail à la journée et au travail à la tâche indistinctement (2).

A cette règle générale du travail de douze heures la loi du 20 mars 1892 a apporté une restriction des plus importantes : « dans les établissements énumérés en l'art. 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne peut excéder 10 heures ».

Enfin une loi récente (13 juillet 1906) a étendu à tous les employés ou ouvriers des établissements industriels et commerciaux sans distinction de sexe ni d'âge, l'obligation du repos hebdomadaire, fixé en principe à la journée du Dimanche.

(1) Sont considérés comme « usines et manufactures » tout établissement à moteur mécanique ou à feu continu et leurs dépendances, toute fabrique occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier. (Lettre ministérielle. *Bulletin de l'Inspection du travail*, 1896, p. 191.)

(2) Lettre ministérielle du 24 mars 1897. (*Bulletin de l'Inspection du travail*, 1897, p. 104.)

B. Critique sommaire de cette législation.

Telle est, dégagée de toute idée secondaire, la législation régissant les conditions générales d'emploi des travailleurs en France. Elle dépasse de beaucoup, nous nous en rendons compte immédiatement, le maximum des concessions que dans l'état actuel du développement de l'industrie française les libéraux peuvent consentir au principe interventionniste. Les critiques que l'on peut formuler à son égard sont nombreuses soit qu'elles concernent la législation du travail de l'enfant, de la femme ou de l'adulte.

Partisans du principe de la protection de l'enfance, et nous en avons exposé les motifs, il n'en résulte pas que nous approuvions pleinement toutes les applications qui en ont été faites dans la loi, nous estimons au contraire qu'elles ont été parfois pour le moins maladroites.

Si nous acquiesçons en effet, sans réserves, aux dispositions de la loi de 1900 en tant qu'elle fixe à 10 heures le maximum du travail des mineurs de dix-huit ans, maximum même que pour notre part nous serions enclins à considérer comme trop élevé encore pour des enfants de douze, treize ou quatorze ans, nous estimons que cette loi a eu par ailleurs des conséquences très regrettables lorsque, sous prétexte d'empêcher des fraudes préjudiciables à l'enfant, fraudes hypothétiques, elle fixe un maximum unique de dix heures pour tous les ouvriers indistinctement, adultes ou protégés, s'ils travaillent dans les mêmes locaux.

■ C'est là une disposition malheureuse au premier chef.

Nous ne parlerons pas ici des conséquences indiscutables qu'une diminution du travail des adultes a eu sur la production industrielle. Ce sera là l'objet d'une discussion ultérieure. Mais nous disons que cette disposition est malheureuse parce qu'elle atteint l'enfant qu'elle veut protéger, et que tout le premier il en a souffert.

Voici comment: Plutôt que de congédier les ouvriers adultes après dix heures de travail seulement, de nombreux patrons, approuvés en cela parfois par ces ouvriers eux-mêmes, conscients de leurs besoins réels et des conditions de leur industrie, ont préféré renoncer purement et simplement à la main-d'œuvre enfantine dans tous les cas où elle n'était pas absolument indispensable. La conséquence, c'est qu'aujourd'hui quantité de jeunes ouvriers ne trouvent plus d'ateliers où faire leur apprentissage à un âge, où leur peu de besoin leur permet de se satisfaire d'un petit salaire, d'un salaire d'apprenti. Bien souvent, ils n'entrent plus aujourd'hui à l'usine qu'à dix-huit ans; ils ont déjà pris des habitudes de chômage, de paresse et de nonchalance; plus indépendants de caractère, les justes observations, nécessairement fréquentes dans les débuts, sont accueillies avec plus de mauvaise grâce, le salaire d'apprenti, le seul auquel ils ont droit, ne leur suffit plus, ils font des mécontents tout prêts à la première occasion à s'enrégimenter sous la bannière des gréviculteurs.

Si, pour l'avenir de la race et le bien de l'humanité, l'Etat a le droit et le devoir de prendre en quelque sorte l'enfant en tutelle et de veiller à ce qu'il ne soit pas fait abus de ses forces, il n'en résulte pas moins que c'est commettre à son égard une injustice criante que de l'empêcher de gagner sa vie et de faire son apprentissage. Injustice, non seulement criante mais encore inexcusable, car sous le masque falla-

cieux de la protection enfantine se cache dans cette disposition de la loi de 1900 l'intention inavouée, quoique réelle, d'un grand nombre des législateurs d'alors de parvenir ainsi à une limitation indirecte du travail de l'adulte.

Le principe de la protection de la femme est aujourd'hui admis, nous le savons.

On a cherché à le justifier en faisant valoir que la femme souvent en puissance de mari ne jouit pas d'une absolue liberté; « qu'elle est la fille aînée du mari »; mère de famille, il importe pour l'éducation des enfants qu'elle ne soit pas retenue trop longtemps à l'usine; d'une constitution faible: « l'éternelle malade » ne peut sans grand danger pour sa santé se livrer à un travail long et pénible; enfin il y a dans l'épuisement de la femme un danger social.

Le premier argument n'est que de peu de valeur puisqu'il n'intéresse qu'une catégorie de femmes, celles en puissance de mari.

Le second, nous paraît tout au moins douteux; s'il est incontestable qu'il y ait intérêt pour les enfants que leur mère ne soit pas retenue trop longtemps à l'usine, il n'en est pas moins également certain que lorsque la femme se trouve dans la nécessité fâcheuse de travailler hors de chez elle, il y a grand intérêt pour la famille à voir la mère gagner un salaire plus rémunérateur dû à une durée de travail plus considérable, d'autant plus qu'aujourd'hui dans la plupart des centres industriels des organisations philanthropiques, dues à l'initiative privée ou communale: pouponnières, écoles maternelles, etc..., diminuent considérablement l'inconvénient qu'il y avait pour les enfants à voir la mère s'éloigner de son foyer.

Reste donc l'argument de la santé, l'intérêt social. Il est de la plus grande valeur.

Si en travaillant avec excès la femme ne nuisait qu'à elle-même le législateur pourrait encore à la rigueur ne pas intervenir, par respect pour la liberté individuelle; mais, c'est qu'elle peut aussi compromettre ses fonctions maternelles, soit en s'exposant à de graves maladies, brisant ainsi : « le moule où doivent venir successivement se former les générations futures », selon l'expression de M. Maxime Lecomte, soit que son état de dépression physique ne nuise grandement aux enfants qu'elle pourrait procréer. Pour l'avenir de la race il n'importe pas seulement que la croissance et le développement de l'enfant se fassent dans des conditions normales, il faut encore qu'il ne soit pas frappé dès son arrivée au monde d'une tare atavique ou d'abâtardissement, qu'il naisse mal conformé, rachitique ou tuberculeux, parce qu'issu d'une mère exténuée.

Cet argument est assez concluant pour avoir convaincu un grand nombre, nous pouvons dire la grande majorité, de libéraux à accepter l'idée de la protection féminine. Mais la législation française concernant le travail féminin concilie-t-elle tout à la fois, comme il serait désirable, l'intérêt social de la conservation de la race et celui du développement normal de l'industrie? Nous ne le pensons pas.

La protection spéciale de la femme dans la législation actuelle consiste :

1^o A lui interdire certains travaux trop pénibles ou dangereux pour sa moralité (travaux des mines, travaux de nuit, etc.) et à imposer en sa faveur certaines règles spéciales d'hygiène;

2^o A limiter spécialement la durée de sa journée de travail.

Nous estimons que la première de ces deux mesures à elle seule suffisait à garantir l'intérêt social du maintien

de la race ; — la durée de la journée de travail de la femme, au contraire, n'aurait pas dû avoir de limitation différente de celle de l'homme.

En voici les raisons :

Nous savons que A. Blanqui se félicitait que la machine ait donné à la femme un travail qui lui convenait, en proportion avec ses forces ; c'est dire que le progrès du machinisme tend de plus en plus à remplacer la main-d'œuvre humaine, particulièrement dans les travaux les plus pénibles ; au fur et à mesure du progrès, du développement industriel, la liste des travaux interdits à la femme et pour lesquels seuls la main-d'œuvre de l'homme (à défaut de machine) demeurerait permise aurait donc pu s'accroître sans grand inconvénient pour l'industrie.

Au contraire, limiter le travail des femmes dans sa durée, c'est d'abord : en raison des rapports qui existent entre la durée du travail, la production et sa rémunération exciter la femme, désireuse de gagner dans un temps moindre un égal salaire, à travailler avec une telle activité, avec une telle fébrilité que ses dépenses physiques sont égales, sinon même plus considérables, perdant ainsi tout le bénéfice qu'elle eût pu retirer d'une plus courte journée ; c'est, en raison de la hâte avec laquelle il doit être exécuté, rendre pénible un travail facile, surtout, qu'en ce qui concerne particulièrement la femme, il doit être grandement tenu compte de la nervosité inhérente à sa nature.

C'est en outre, indirectement ou même directement depuis 1900, limiter le travail de l'homme adulte et provoquer les conséquences qu'entraîne pour la nation entière une semblable limitation, et que nous étudierons ultérieurement.

C'est aussi une injustice que d'intéresser les patrons, et dans bien des cas les ouvriers adultes, à expulser la femme

à l'égal de l'enfant, des ateliers où sa présence n'est pas absolument indispensable afin d'échapper aux prescriptions trop étroites de la loi de 1900.

Enfin c'est une atteinte de plus au principe sacré de la liberté du travail, qu'il importe de respecter toujours dans la limite du possible.

Mentionnons en outre le vice considérable de notre législation du travail féminin consistant dans l'absence absolue de toute protection de la femme au moment de ses couches, c'est-à-dire dans la période où elle semble être le plus indispensable. Oubli inexplicable et négligence coupable si l'on songe qu'indistinctement tous les partis sont d'accord pour en reconnaître la nécessité et l'urgence.

En ce qui concerne le travail de l'adulte, la législation française est encore plus critiquable.

Si la loi du 9 septembre 1848, fixant un maximum général de 12 heures de travail peut être acceptée aujourd'hui dans son ensemble et considérée comme très sage, bien que lors de sa proclamation elle ait été prématurée, la loi du 30 mars 1900, fixant pour certains un maximum de 10 heures, doit être rejetée au contraire absolument.

La loi de 1848 peut être acceptée parce que : conformément à ce principe que : « ce sont les mœurs qui font les lois et non pas les lois qui font les mœurs », le maximum de 12 heures qu'elle fixe n'est, somme toute, que la consécration d'un état de chose presque général déjà en 1848 (nous n'avons pour nous en convaincre qu'à nous reporter aux discussions de l'Assemblée nationale, 30 août au 8 septembre 1848) et devenu on peut le dire aujourd'hui, par suite du progrès industriel la règle absolument unanime. Si des exceptions bien rares existent encore, la faute n'en est pas aux volontés individuelles, mais à la nature même de

l'industrie et, à cet égard, le législateur n'est pas moins impuissant.

Non seulement elle peut être acceptée, mais il est bon qu'un maximum soit fixé, afin d'empêcher que, dans une circonstance exceptionnelle, un patron oublieux de ses devoirs en vienne à abuser des forces humaines.

La loi du 30 mars 1900 doit au contraire être rejetée absolument : d'abord parce que le maximum de 10 heures qu'elle fixe est en opposition avec la durée normale du travail en France dans beaucoup d'industries.

Ensuite, parce qu'il est inadmissible que la durée d'une journée de travail soit la même pour des enfants à peine âgés parfois de douze ans et pour un homme adulte dans la force de l'âge et jouissant de la plénitude de ses facultés !

De deux choses l'une : ou bien le chiffre de 10 heures de travail doit être considéré comme étant le maximum que peut sans danger supporter la constitution de l'homme, nous n'hésiterions pas à dire alors que c'est un crime que de laisser travailler aussi longtemps que les adultes de pauvres enfants à peine formés ! ou bien 10 heures est un chiffre choisi arbitrairement et par la seule volonté du législateur, et rien dès lors ne le justifie.

Cette seconde hypothèse est la vraie. Mais à la suite de quelles influences l'Etat a-t-il été ainsi amené à abuser de son droit d'intervention ? c'est ce que nous nous proposons de chercher dans le chapitre suivant.

CHAPITRE IV

EXPOSÉ DES DOCTRINES INTERVENTIONISTES

Nous avons vu dans le 1^{er} et le 2^e chapitres quelle évolution avait subi la doctrine libérale dont Quesnay et Adam Smith avaient été les fondateurs, à la suite de quels événements économiques les libéraux avaient été conduits à apporter des tempéraments à cette doctrine par trop absolue, quelle était enfin la position actuelle de l'Ecole à l'égard des questions ouvrières.

Ces événements, et le malaise dont souffrait, au début du xix^e siècle, la classe ouvrière, avaient eu comme conséquence l'éclosion de nouvelles écoles et nous avons déjà signalé celles à tendances socialistes : le Fourierisme et le Saint-Simonisme. Mais, à côté de ces doctrines qui, de par leur conception de la suppression de la propriété privée étaient en opposition radicale avec la théorie libérale, d'autres s'étaient formées, dissidentes seulement, et non pas adversaires absolues de l'Ecole libérale dont elles admettaient certaines données et en rejetaient d'autres. Leur succès et leur influence fut considérable.

C'est ainsi que Frédéric List, fondateur de l'Ecole dite :

de l'« Economie politique nationale », s'attaque au cosmopolitisme du smithianisme à qui il reproche d'avoir ignoré les nations, et de n'avoir considéré les questions internationales que d'un point de vue idéal, comme si l'association humaine universelle était un fait accompli, comme si une paix perpétuelle devait régner entre les nations. Représentant dans l'ordre actuel la forme la plus haute d'association humaine « la Nation », « l'Etat » doit tendre à se conserver, à se développer, à se perfectionner; et, dans ce but, il devra parfois intervenir et apporter une entrave à la liberté des échanges.

Cette intervention de l'Etat que List demandait dans les rapports du commerce extérieur, un autre économiste, Dupont-White, l'invoquait également dans le domaine de l'Economie intérieure, dans les rapports entre individus.

A un égal titre, en se réclamant de l'intervention de l'Etat, ces deux écoles constituent donc bien une réaction contre le libéralisme; elles ne diffèrent que par leur domaine et les considérations invoquées à leur appui.

Tandis que List fait appel à l'intervention : dans l'intérêt de la Nation et de son autonomie; Dupont-White, au contraire, l'invoque dans le seul intérêt des individus, en vue de faire régner la justice dans leurs rapports entre eux et d'empêcher qu'il ne soit fait abus des inégalités des forces économiques.

Bien que ces écoles fassent toutes deux appel à un pouvoir supérieur, le terme « Interventionisme » a été particulièrement réservé à cette époque, tout au moins pour désigner la théorie de Dupont-White.

C'est dans son ouvrage principal *l'Individu et l'Etat* que cet économiste a exposé ses idées fondamentales.

Il commence par se faire de l'Etat une très haute et très

noble idée : « L'essence de l'Etat, dit-il, est d'être le pouvoir de la raison exprimé par la loi (1) »; de par l'avènement de la démocratie il est le représentant de la collectivité entière et il n'y a plus d'antithèse entre l'Etat et la liberté; l'avènement de l'Etat est l'apparition du droit humain, et le développement de l'Etat est le protecteur nécessaire de ce même droit.

La Révolution française, en supprimant les castes anciennes, a laissé en présence les intérêts individuels et l'Etat; et il estime que la liberté des individus s'accroît concurremment au développement de l'Etat. C'est là, affirmer la loi d'extension croissante de ses fonctions; affirmation que rien ne justifie, car on peut concevoir que le progrès social et économique, par l'éducation de plus en plus élevée des individus, tende au contraire, à rendre les fonctions de l'Etat de plus en plus inutiles.

C'est dans cette conception du rôle de plus en plus important de l'Etat que réside la différence essentielle entre les interventionnistes et les libéraux.

Tandis que ces derniers (2) conçoivent le rôle de l'Etat, non pas seulement limité à des fonctions de police, mais susceptible d'une extension plus ou moins considérable, concurremment au progrès de la civilisation ou du développement des associations libres et, en ce qui concerne particulièrement les questions ouvrières, concurremment au progrès et au développement industriel; Dupont-Withe et les Interventionnistes, au contraire, n'assignent pas seulement à l'Etat en quelque sorte une mission de contrôle, mais encore un rôle illimité d'impulsion, de direction.

(1) *Introduction*, 2^e édition, p. 6.

(2) Il s'agit des libéraux actuels tout au moins.

En présence de cette conception de l'extension indéfinie du rôle de l'Etat, les libéraux s'effrayent au nom du respect de la liberté individuelle qu'ils craignent de voir sombrer en même temps que disparaît toute initiative privée.

C'est là, disent les interventionistes, un danger plus apparent que réel, l'Etat n'étant plus aujourd'hui, grâce au suffrage universel, que l'expression de la souveraineté nationale, c'est-à-dire un pouvoir délégué du peuple et : qu'importe à un peuple d'être gouverné, s'il est lui-même son propre gouvernement ?

La volonté de l'Etat et celle des individus étant désormais confondues, il ne peut être question d'abus d'autorité tel qu'il était possible sous les anciens régimes, ni d'oppression.

C'est là, confondre d'abord la liberté individuelle, liberté civile, avec la liberté politique.

C'est oublier, en outre, que l'Etat démocratique, comme tout autre, peut être oppressif, puisqu'il rend toujours possible la tyrannie de la majorité à l'égard de la minorité ! Tyrannie, impersonnelle anonyme d'une majorité, d'autant plus redoutable qu'elle se sent plus faible et plus factice, et que l'individu opprimé par cette majorité ne peut trouver de pouvoir rival qui le défende et le soutienne. Majorité même enfin, l'expérience le prouve, souvent plus illusoire que réelle ! Loi de la majorité, dont même en matière politique, on a pu dire qu'elle était : « si non pas la plus juste, mais seulement la moins injuste. »

L'initiative privée des individus, Dupont-White la sacrifie volontiers, la considérant comme impuissante et incapable, tandis qu'il représente l'Etat comme l'agent principal essentiel de toute activité, de tout perfectionnement apporté à l'ordre social, moral et matériel.

C'est là porter un jugement bien sévère et immérité pour cette initiative privée, cause de tant de progrès, et dont, quoiqu'on en dise, la faillite est loin d'être proclamée; c'est considérer, d'autre part, l'Etat comme beaucoup plus puissant et meilleur qu'il n'est en réalité. C'est ne pas se souvenir que, composé d'individus essentiellement imparfaits, l'Etat ne saurait être parfait lui-même. Si l'on peut concevoir, en effet, un Etat idéal où les individus le représentant se fassent du devoir qui leur incombe une idée si haute, que dans l'exercice de leurs fonctions, ils puissent faire abstraction de tout intérêt particulier ou personnel et n'avoir d'autre but que la justice et l'intérêt général, combien dans la réalité cette conception est fausse ! Les peuples démocrates ont eu leurs scandales parlementaires de même que les monarchies ont eu leurs rois ou leurs ministres prévaricateurs; la corruption électorale éhontée qui a sévi aux Etats-Unis; « Panama » en France appartiennent à l'histoire; ces faits sont de nature à ramener la conception qu'il est permis de se faire de l'Etat à de plus justes proportions.

En vantant les bienfaits de l'intervention, Dupont-White n'était guidé que par une idée grandiose de progrès et de développement social. Elle ne lui paraissait réalisable seulement que par l'extension indéfinie des pouvoirs de l'Etat, et souvent elle lui fait perdre de vue le but final : l'individu.

Tout en partageant l'optimisme de Dupont-White dans sa conception de l'Etat, d'autres économistes se montrent avant tout soucieux du bonheur des individus.

Soumis à l'influence des doctrines socialistes, ces économistes en admettent l'idée que sous un régime de liberté le progrès économique ne peut aboutir : qu'à l'exploitation toujours plus grande des pauvres et des faibles au profit

des riches et des forts; mais effrayés, d'autre part, des moyens préconisés par Karl Marx, la révolution sociale et l'expropriation des capitaux, ils prennent ainsi une position intermédiaire également éloignée de la conception libérale que du socialisme pur. Ce furent les Socialistes d'Etat.

L'idée dominante du socialisme d'Etat consiste: à vouloir établir, au nom de la justice, l'égalité de fait entre tous les citoyens; sans avoir recours ni à la socialisation ni au partage, mais grâce à une action directe de l'Etat et à une intervention diversifiée de la loi dans la répartition des biens rendue plus égale, répartition basée sur le système individualiste de la propriété privée.

Bien qu'il n'y ait pas lieu absolument à raison du but que nous nous proposons dans cet ouvrage de rechercher quelles différences peuvent exister entre le socialisme, le néo-socialisme, tout au moins tel que le conçoit M. Jaurès, et le socialisme d'Etat; néanmoins, à raison des affinités grandes qui existent entre ces deux doctrines et de l'intérêt supérieur qu'il y a de mettre en garde contre un entraînement irréfléchi, ceux qui, tout en se montrant fervents partisans de l'intervention de l'Etat, ne sont pas moins adversaires irréductibles du socialisme, nous ne saurions négliger absolument ce point de vue.

Le socialisme consiste dans la « suppression de la propriété privée et sa socialisation en vue d'établir et de faire régner dans l'intérêt de l'individu et au nom de la justice l'égalité au moins relative des conditions (1) ».

Une partie de ce programme est rejetée, nous le savons,

(1) DESCHAMPS : (*Histoire des Doctrines économiques*) à son cours (1901-1902).

par les socialistes d'Etat, c'est celle qui concerne la suppression de la propriété privée et sa socialisation, mais ils ne la rejettent que telle qu'elle est conçue « dans une formule *générale* » par les socialistes communistes; au contraire, si cette socialisation ne doit porter que sur certains moyens de productions, ils s'en montrent partisans.

Les socialistes d'Etat admettent seulement la socialisation des grands moyens de production, mines, banques, chemin de fer, services publics, etc., les socialistes communistes admettent, eux, la socialisation générale de tous les moyens de production indistinctement, qui aboutit à la suppression de la propriété privée.

La grande différence entre les socialistes et socialistes d'Etat, c'est que, générale pour les uns, la socialisation pour les autres sera limitée à certains moyens de production, limites extrêmement vagues, qui ne s'appuient sur aucun critérium, que chacun, et c'est en cela que réside en particulier le danger du socialisme d'Etat, peut fixer à sa guise se rapprochant ou s'éloignant plus ou moins du socialisme pur selon qu'il étend plus ou moins le domaine de cette socialisation.

C'est là, on peut le dire, le vrai point de contact, entre le socialisme et le socialisme d'Etat, car si ces doctrines sont d'autre part dominées toutes deux par une idée de « justice » et d'égalité de fait la conception différente qu'elles font de ces deux termes tendrait plutôt à les éloigner qu'à les réunir.

Pour les socialistes, en effet : « Justice et égalité » se confondent au moins dans les moyens de production. Pour les socialistes d'Etat, au contraire, la justice ne demande pas l'égalité absolue, mais elle veut seulement qu'en présence des causes et des conséquences des inégalités sociales, il soit

apporté un remède, un correctif à ce qu'elles ont d'injuste : Ce sera le rôle de l'Etat. Chaque fois que dans la lutte économique on constatera une inégalité de forces entre les partis, l'Etat devra intervenir en faveur du plus faible et rétablir l'équilibre.

L'exaltation du rôle de l'Etat, tel serait donc la conséquence du socialisme d'Etat, alors qu'au contraire la conception purement socialiste, celle du communisme dans sa perfection finale, est son annihilation, c'est en cela que réside la principale différence entre ces deux doctrines.

Le socialisme d'Etat doit-il dès lors être considéré comme une réaction contre le socialisme pur ou au contraire comme une forme atténuée en quelque sorte de ce dernier ?

Les circonstances qui ont présidé à son développement et les déclarations de bon nombre de ses partisans sembleraient vouloir le présenter comme étant indiscutablement une réaction contre le socialisme pur.

Il est issu des critiques adressées à la théorie de Karl Marx.

Il jouit de la faveur officielle en Allemagne ; l'empereur voyant dans le développement de cette doctrine l'occasion de renforcer l'autoritarisme de l'Etat en le faisant intervenir dans les conflits économiques, et il y fut considéré comme l'arme par excellence pour combattre les progrès menaçants du socialisme pur.

Les congrès socialistes révolutionnaires l'ont souvent flétri et considéré comme inconciliable avec leur doctrine.

Karl Marx et Frédéric Engels dans leur manifeste de 1847 semblaient prévoir ce socialisme d'Etat qu'ils appellent « socialisme bourgeois » ; ils le critiquent férocement et le combattent, car toute concession faite par la classe capitaliste aux prolétaires, en diminuant l'âpreté de leurs revendications, en augmentant le nombre des individus satisfaits de leur

sort ne peut que retarder, qu'empêcher même le renversement de la société telle qu'elle est actuellement constituée.

M. Schmoller, M. Brentano, M. Engels dans le congrès d'Eisenach en 1871, se défendent d'être des socialistes; ils protestent contre les expériences socialistes, et demandent seulement des réformes sur les bases de l'ordre libéral.

Enfin, la dénomination même de « socialistes d'Etat » effraye certains des partisans de cette nouvelle doctrine et ils lui substituent celle de parti de : « Politik Sociale ».

Pour toutes ces raisons donc, le socialisme d'Etat semblerait bien être une réaction, sinon même l'ennemi juré du socialisme pur, mais en réalité il n'en est rien.

D'abord, la base doctrinale sur laquelle repose le socialisme d'Etat est trop fragile pour constituer le point de départ d'une théorie spéciale. L'inégalité croissante des fortunes ne s'est pas en effet trouvée vérifiée par l'expérience. M. Bernstein, socialiste de la première heure et ami de Karl Marx, a même constaté que conformément à l'opinion antérieurement soutenue par Bastiat : l'accroissement de la fortune générale a eu comme conséquence sa diffusion, et non pas sa concentration entre quelques mains (1).

D'autre part, cette conception du socialisme d'Etat ennemi du socialisme pur est fausse.

En effet le développement du socialisme d'Etat en Allemagne, loin d'enrayer le socialisme révolutionnaire, n'a fait que de le développer; les élections législatives de 1898,

(1) On trouverait la preuve de la division de plus en plus grande de la fortune dans l'augmentation du chiffre des successions déclarées. La proportion était de 55,34 0/0 en 1884; elle est montée de 73,21 0/0 en 1900. Le nombre des possédants loin de diminuer grandit. (DESCHANEL, Discours, 21 juin 1906, *Officiel* du 22 juin 1906.)

où les socialistes révolutionnaires eurent 2 millions et quart de voix ont prouvé combien Bismarck s'illusionnait, en 1884, lorsqu'il voyait dans le socialisme d'Etat un palliatif au socialisme pur !

Ceci vient de ce que le peuple, allant toujours à l'extrême des idées que l'on lui présente comme vraies, n'a pas su s'arrêter aux limites que les socialistes d'Etat avaient fixées à son ambition, et cela parce qu'elles l'avaient été arbitrairement. On lui a parlé : « d'égalité » ? Il la veut absolue et complète, sans se rendre exactement compte si elle est possible, ou si l'idée d'égalité de justice telle qu'il se la représente est la vraie.

Les socialistes modernes, les néo-socialistes, ceux qui ont abandonné l'espoir d'une révolution sociale violente, loin de renier les socialistes d'Etat, ont au contraire compris que les demi-mesures, dues à l'influence de ces derniers, ne pouvaient que favoriser le progrès du socialisme communiste. L'intervention de l'Etat leur paraît être aujourd'hui : « le moyen par excellence de rénovation sociale, devant « provoquer par l'absorption progressive de l'Etat de tous « les capitaux l'avènement du régime communiste ». Ainsi donc tout en réprouvant certaines idées des socialistes d'Etat ils s'unissent à eux dans un but de tactique.

Quel est en effet le résultat plus ou moins immédiat du socialisme d'Etat ? C'est d'abord de substituer, au moins en ce qui concerne les grands moyens de production, la propriété collective appelée propriété d'Etat à la propriété privée ; à leur égard donc il n'y a aucune différence sensible avec le socialisme pur, les partisans de cette dernière doctrine sont dès lors en droit d'escompter par la suite sur une extension indéfinie de cette substitution dont le terme sera l'absorption par l'Etat de tous les moyens de productions

grands et petits indistinctement, entraînant la suppression de la propriété privée.

D'autre part, à supposer même que cet avenir de la suppression de la propriété privée par absorption de l'Etat soit trop lointain ou incertain pour ne pas friser l'utopie, il n'en reste pas moins que la conception de « l'égalité » des socialistes d'Etat dans son application ouvre la voie toute grande, sinon directement, au « communisme » ou au « collectivisme », tout au moins au « partageisme ». Que ces dernières doctrines ne doivent pas être prises l'une pour l'autre, qu'elles soient même à certains égards opposées ? soit. Mais c'est là une distinction vaine, car le respect de la propriété privée admis par le partageisme est plus théorique que réel ; en effet, si la propriété de chacun devait être immuablement égale ce serait en supprimer tous les avantages et rien ne s'opposait plus à la transformation du partageisme en communisme.

Loin d'être donc l'ennemi, l'antipode du néo-socialisme communiste, le socialisme d'Etat n'en est au contraire qu'une forme atténuée : les tendances générales sont les mêmes, les mesures prônées par les uns sont approuvées par les autres, à ce point qu'il est parfois difficile de distinguer de quel esprit elles procèdent.

Enfin dans l'ordre politique et le domaine des faits, il nous est donné de voir, que lorsque des hommes politiques, connus pour leurs idées nettement socialistes, arrivent au pouvoir, sans qu'ils se départissent en aucune façon de leurs opinions premières, ce qui les honore, ils agissent exactement comme s'ils étaient seulement des socialistes d'Etat.

Que cette manière de voir soit critiquée par bon nombre de socialistes d'Etat, qu'ils protestent hautement contre cet entraînement possible de leur doctrine vers le socialisme

communiste: nous ne l'ignorons pas, mais nous estimons qu'à raison du but que nous nous sommes proposé dans cet ouvrage, il n'y a pas lieu de nous attarder plus longtemps et de prolonger vainement le débat sur cette question. Ce que nous avons voulu montrer, c'est que, nous limitant au point de vue spécial de la question de savoir quels sont les principes qui doivent régler les conditions du travail, une réaction contre le principe de liberté soutenu par les individualistes s'est constituée et poursuivie, d'abord avec les théories socialistes qui ont provoqué le vote de la loi du 22 mars 1848 rapportée le 9 septembre de la même année, puis avec la doctrine de Dupont-White, qui conclut à une extension de plus en plus considérable du rôle de l'Etat et cela en réalité aux dépens de la liberté individuelle; enfin, avec les théories des socialistes d'Etat, qui, se disant plus soucieux que Dupont-White du bonheur des individus, sacrifient en fait volontiers leur liberté individuelle et estiment : que l'amélioration des conditions des travailleurs ne peut pas résulter du libre jeu des forces économiques ; que l'Etat doit se substituer aux volontés individuelles considérées comme impuissantes et régler strictement les conditions d'emploi des ouvriers par une loi.

Ainsi donc, en définitive, nous nous sommes trouvés amenés, par l'enchaînement logique des idées, à donner au mot « interventionnistes » un sens peut-être plus large, plus étendu que ne l'admettent généralement les partisans de cette doctrine qui ne voudraient voir ce terme s'appliquer qu'aux disciples, en quelque sorte, de Dupont-White.

Doivent à notre avis, en effet, être compris indistinctement sous le terme : « interventionnistes », en ne considérant dans leur doctrine que le point de vue qui strictement nous intéresse : « la protection ouvrière », tous les économistes qui

voient dans une intervention multipliée de l'Etat et une réglementation de plus en plus étroite des conditions d'emploi et des droits des travailleurs la solution du problème de la question ouvrière (au moins d'une façon provisoire). Or, si, ainsi que nous venons de le faire, nous passons en revue les doctrines économiques actuelles, nous voyons : que sont partisans de cette intervention d'Etat, non seulement les disciples de Dupont-White, mais encore les Socialistes d'Etat et les néo-socialistes. Différentes à beaucoup d'égard elles ont cependant ce point de commun : elles sont toutes trois des doctrines « Interventionnistes », à elles s'adresseront indistinctement les critiques que nous ferons ultérieurement de l'interventionisme.

C'est à l'influence de ces doctrines secondées par le suffrage universel que sont dues les règles trop étroites de notre législation du travail que nous critiquons au chapitre précédent.

CHAPITRE V

DES DANGERS DE L'INTERVENTIONISME CONDITIONS QUE NÉCESSITERAIT SON BON FONCTIONNEMENT

Tout progrès économique se transforme en progrès social et seul il peut provoquer une amélioration réelle des conditions morales, matérielles et intellectuelles des classes ouvrières. Or, la liberté du travail étant le régime par excellence favorable au progrès économique il importe dès lors de la respecter et d'en faire la règle de conduite générale du pays; l'intervention de l'Etat ne devra être jamais qu'exceptionnelle, variable, suivant le développement social et les conditions économiques du pays où elle s'exerce, limitée seulement à la répression des abus. Il ne faut pas, sous peine de retarder ce progrès économique, c'est-à-dire en fait de nuire aux classes ouvrières, que cette intervention se heurte ni ne cherche à modifier brutalement l'ordre économique existant, elle doit au contraire le respecter, s'y conformer.

Telle est la solution préconisée par la doctrine libérale actuelle au problème de la question ouvrière.

Quant à la thèse opposée ou *Interventioniste* M. Raoul Jay, dans son volume : « La Protection légale des Travailleurs (1) », nous la présente d'une façon extrêmement claire et saisissante :

L'intérêt social, qui a fait admettre par les libéraux eux-mêmes la protection légale de la femme et de l'enfant, exigerait en outre la protection de l'homme adulte.

Il pose en principe que le législateur a : « le droit d'intervenir toutes les fois que l'initiative privée est impuissante » à protéger les droits des individus et des familles ».

« L'ouvrier a le droit de vivre d'une *vie humaine*... or « il est arrivé qu'un travail excessif, ininterrompu, qu'un « salaire insuffisant ne permet pas à l'ouvrier la réparation « de ses forces physiques, rend impossible l'exercice des « droits, l'accomplissement des devoirs qui découlent pour « lui soit de sa qualité d'être intelligent, doué d'une âme « comme d'un corps, soit de la situation qu'il occupe dans « la famille, dans la société civile et politique » ; l'Etat « doit donc le protéger.

Le législateur n'a fait qu'une partie de son œuvre : « si, « après avoir assuré l'éducation physique et morale de « l'enfant, il permet de briser en quelques années, par un « travail excessif, malsain, les forces de l'adulte, s'il ne « garantit pas à l'adulte les loisirs nécessaires pour l'ultime « développement de son intelligence et de sa conscience. »

« Il est un minimum au-dessous duquel le souci des « intérêts primordiaux de la société défend de laisser « descendre les conditions de travail tant des majeurs que « des mineurs. » — *C'est le minimum national.* —

(1) Edition LAROSE, 1904, pp. 10, 11, 13 et 14.

« Assurer le respect de ce minimum national sera tous jours et partout le devoir des pouvoirs publics. »

« Or, il est malheureusement incontestable que les conditions du travail restent encore souvent en France au-dessous de l'indispensable minimum. »

Si, passant du domaine de la théorie à celui des faits, nous recherchons à quelles solutions pratiques aboutit cette thèse, l'incertitude la plus grande règne, car nous voyons qu'elles sont extrêmement variables suivant la conception de chacun. Ce minimum national, quel est-il en effet, par quoi, par qui est-il fixé, existe-t-il un critérium qui lui serve de base ? Non. Il est quelque chose de changeant, de variable, suivant les époques, le pays ; le minimum d'il y a cinquante ans serait avec raison considéré actuellement comme plus qu'insuffisant ; essentiellement fugitive, conception idéale de chaque individu, il n'a comme limite que ses désirs et ses aspirations sans bornes toujours plus ardents et plus hautes.

D'une façon générale, cependant, on peut dire que ce « minimum national » comprend : pour le passé, approbation pleine et entière des lois de septembre 1848 et de 1900 ; pour l'avenir, l'extension de la protection ouvrière à tous les travailleurs indistinctement, aux ateliers de famille, aux travailleurs à domicile (1), fixation d'un jour de repos hebdomadaire obligatoire (2) (ce jour de repos devra être le dimanche), d'un maximum de salaire (3) ; le syndicat rendu obligatoire (4), avec comme conséquence, le contrat collectif et la grève obligatoire, la suppression du travail à la

(1) R. JAY : *Protection légale des Travailleurs*, p. 73.

(2) R. JAY : *Protection légale des Travailleurs*, p. 89.

(3) R. JAY : *Protection légale des Travailleurs*, pp. 113 et 122.

(4) R. JAY : *Protection légale des Travailleurs*, p. 214.

tâche; l'organisation de l'arbitrage obligatoire (1), la participation obligatoire aux bénéfices ; enfin et avant tout, la limitation de la journée de travail; mais sur ce dernier point, à nouveau, l'imprécision la plus grande due à l'ignorance parfois intentionnelle des réalités renaît. La majorité des interventionistes paraît opter pour 8 heures, mais Vaillant et les Trades-Unions australiennes ont demandé 6 heures, M. Hydmann 4; Lafargue a dit pourquoi pas 3? M. Reinsdorf devant la tribune de Leipzig et M. J. Noble, de New-York ont conclu à 2; M. Jaynes a conclu à 1 heure et demie et il y aura toujours enchérisseurs jusqu'à 0 (2)!

C'est la réalisation de ce programme, considéré comme « minimum national » que poursuivent les interventionistes, mais la condition des ouvriers en serait-elle vraiment améliorée? C'est en cela que réside le véritable débat.

Nous ne le pensons pas; d'abord parce que la première conséquence d'une semblable organisation économique est de supprimer la liberté individuelle et d'être une cause constante d'injustice.

Cette critique n'est pas justifiée aux yeux des interventionistes; l'intervention de l'Etat loin de la supprimer, « sera au contraire la sauvegarde de la liberté humaine (3). » Actuellement l'ouvrier subit les conditions que le patron lui impose, il n'est pas libre de ne pas travailler; son infériorité n'a-t-elle pas été déjà constatée par Adam Smith qui reconnaît : « que dans ces sortes de disputes (entre patrons et ou-

(1) R. JAY : *Protection légale des Travailleurs*, p. 216.

(2) Yves GUYOT : Discours Congrès d'Anvers, 1894.

(3) CAUVÈS : Discours inaugural. Congrès international de la protection des Travailleurs, 1900.

« vriers) les maîtres peuvent tenir plus longtemps... à la
« longue les maîtres ne peuvent pas plus se passer de l'ou-
« vrier que l'ouvrier du maître, mais le besoin n'en est
« pas aussi urgent ».

Mais considérer que fatalement la situation des ouvriers dans la lutte économique sera inférieure à celle des patrons et faire appel à l'autorité d'Adam Smith pour justifier cette manière de voir, c'est oublier que la condition des ouvriers n'est plus la même aujourd'hui de ce qu'elle était il y a cent ans. Tant qu'il fut réduit au contrat individuel, cette infériorité a pu exister et l'observation d'Adam Smith pouvait être exacte en son temps, mais aujourd'hui, il n'en est plus ainsi.

Le droit d'association et de coalition a rétabli l'équilibre des forces, et si l'on conçoit que jadis le patron pouvait considérer comme négligeable la volonté d'un ouvrier isolé, maintenant qu'il se trouve en présence de groupements d'ouvriers, les syndicats, il est obligé de prendre en considération leurs désirs légitimes, ne serait-ce que par crainte de voir se déclarer une grève.

Bien qu'actuellement le nombre des ouvriers syndiqués ne soit encore que la minorité, l'idée syndicaliste constitue déjà un élément de pression et d'intimidation suffisant pour que les ouvriers ne se trouvent plus en état d'infériorité vis-à-vis du patron. Qui sait même si aujourd'hui l'équilibre des forces ne s'est pas trouvé interverti au profit des ouvriers, si l'on songe que, la grande industrie moderne exigeant des capitaux de plus en plus considérables, il est assez rare qu'une usine appartienne en propre et exclusivement à un seul individu; celui-ci doit, au contraire, avoir souvent recours aux capitaux d'autrui et il lui faut les rémunérer sous peine de la faillite. Dans de telles conditions une grève

c'est peut-être pour lui la ruine, et il ne s'y exposera donc pas volontairement.

« Croire qu'à l'époque où nous vivons il soit possible
« d'imposer à des ouvriers des salaires de famine. C'est de
« l'utopie (1). »

La liberté des ouvriers dans le contrat de travail actuel est donc pleine et entière, il importe de la respecter de même que celle des patrons, et cela non pas seulement par respect de la dignité humaine comme le disaient si fréquemment les orateurs de 1848, mais « parce que suivant l'expression de M. Beauregard, la liberté dans une société comme la nôtre, « c'est simplement : la Justice. Toute atteinte à la liberté, « aboutissant à une iniquité (2). »

La justification de cette assertion est aisée; nous ne chercherons pas à faire une énumération nécessairement incomplète des multiples injustices dont serait causée la réalisation du programme interventioniste, et nous ne nous bornerons qu'à présenter diverses observations qui nous paraissent les plus saisissantes, en nous plaçant particulièrement au point de vue ouvrier puisque c'est lui que les interventionistes estiment protéger.

Si, par suite de nouvelles charges ou obligations qui sont imposées à un patron par l'Etat, et cela en dehors de certaines circonstances exceptionnelles qui les justifieraient, celui-ci se trouve ruiné, n'y a-t-il pas là une iniquité de commise à son égard? Nous n'ignorons pas, que pour une grande partie des interventionistes, le patron est personne négligeable et qu'ils l'abandonneraient volontiers à son malheureux

(1) GUÉRIN : *Bulletin de la Fédération des Industriels et Commerçants français*, janvier 1906.

(2) BEAUREGARD : *Bulletin de la Fédération des Industriels et Commerçants français*, janvier 1906.

sort, réservant leur pitié et leur sollicitude pour les seuls ouvriers; mais, n'est-ce pas précisément en définitive les ouvriers qui supporteront les conséquences de cette injustice, et peut-être même plus durement que tous autres, car la ruine de ce patron, peu intéressant dit-on, se traduira en réalité pour eux par la suppression de son gagne-pain.

Par suite de la loi Millerand le salaire des typographes de Paris se trouve être inférieur actuellement à ce qu'il était autrefois, obligés qu'ils sont de renoncer à des heures supplémentaires qui leur étaient bien payées, de quel droit le législateur les a-t-il privés de ce surcroît de bien-être? c'est là un exemple entre mille des injustices commises par la limitation de la journée de travail (1).

Le principe en lui-même de cette limitation n'est-il pas des plus critiquables; et ne doit-il pas, en effet, conduire fatalement à des injustices? La raison n'est-elle pas choquée par cette idée d'une règle uniforme que l'on veut imposer indistinctement à des individus tous différents; en sorte que l'homme robuste et valide, désireux et capable de gagner largement sa vie, est contraint de ne pouvoir travailler que le même temps qu'un impotent ou même qu'un pauvre enfant de douze ans et de se contenter dès lors, d'un salaire médiocre? Est-ce là ce que l'on peut appeler: « Egalité », « Justice? » Certes non.

Il est de nombreuses industries où le travail ne « donne » pas toujours également, ou parfois même pendant plusieurs mois des ouvriers ne peuvent que végéter, ne pouvant travailler que quelques heures par jour et parfois 4 ou 5 jours par semaine, ne touchant alors que des salaires minimes

(1) BEAUREGARD: *Bulletin de la Fédération des Industriels et Commerçants de France*, numéro de janvier 1906.

qu'ils sont encore heureux de recevoir et supportent ainsi concurremment avec leur patron la crise momentanée qui frappe leur industrie. Or, en présence de ce fait bien fréquent, n'est-il pas juste et absolument équitable que ce soit ces mêmes ouvriers qui profitent des périodes de prospérité, pendant lesquelles les journées de travail plus longues et plus nombreuses sont rémunérées à un taux plus élevé?

Or, avec la limitation de la journée de travail, qu'advient-il? C'est que ces mêmes ouvriers qui, attachés plus ou moins à l'établissement où ils travaillent par leurs habitudes, leur foyer, leurs familles, ont souffert de toute la crise, ne profiteront ensuite qu'à peine des jours de prospérité. Ce travail supplémentaire qui leur advient, qui doit les payer de leurs privations de leur attente, qu'ils escomptent depuis si longtemps, ne pouvant travailler librement autant qu'ils le voudraient, ils se le voient enlever en grande partie par des nouveaux venus, ouvriers nomades, étrangers parfois à leur industrie, des « extra » qui, les beaux jours passés, quitteront le pays avec le pécule qu'ils ont amassé; pécule qui, en toute justice, aurait dû rester entre les mains des ouvriers normalement occupés et compenser leur chômage forcé.

L'égalité que les interventionnistes paraissent vouloir établir entre tous les ouvriers, en limitant leur journée de travail, n'est qu'une simple apparence, un leurre. La véritable égalité ne peut consister que dans une dépense égale des forces de l'individu et non pas dans sa durée de travail; qu'il y ait un certain rapport entre ces deux termes, c'est incontestable, mais il n'y a pas proportionnalité absolue, ce rapport est, en effet, essentiellement variable, suivant chaque individu, son développement physique et moral, son habileté pro-

fessionnelle, son habitude, suivant chaque profession ou même les conditions dans lesquelles elle s'exerce.

Peut-on comparer la dépense fournie par un peintre en bâtiment qui, du matin au soir, « pousse sa romance » manie ses pinceaux avec adresse et s'interrompt à chaque instant « pour juger l'effet », et celle de l'ouvrier terrassier qui, sous un soleil de plomb suant à grosses gouttes, tout le long du jour, frappe à grands coups de pioche ou roule une pesante brouette. Peut-on comparer le travail d'un aiguilleur de chemin de fer d'intérêt local qui, 4 ou 5 fois par jour fait fonctionner son aiguille et celui de l'homme chargé de la direction d'un appareil Saxby, à l'entrée d'une gare importante? En saine raison, sous prétexte d'égalité, ils ne peuvent travailler la même durée, 12 heures pour l'un n'est pas une fatigue, 7 ou 8 heures pour l'autre, c'est déjà trop.

Combien plus criantes seraient encore les injustices résultant du syndicat obligatoire et des conséquences qu'il entraîne : Le contrat collectif obligatoire et la grève obligatoire.

« L'organisation obligatoire des professions s'impose » cependant, disent les interventionnistes, « en droit comme « en fait au point de vue des exigences de la justice, comme « des nécessités du présent (1) »; ce qu'il faut réaliser : « c'est « l'assimilation de l'organisation économique à l'organisation politique (2) ». C'est en un mot, l'introduction dans le domaine économique, dans le domaine du « travail », de « la loi de la majorité ».

Mais, n'est-il donc pas suffisant que cette loi existe en matière politique où l'unité nécessaire de la direction de l'Etat semble l'imposer sans l'étendre ainsi à l'infini?

(1) DE MUN : (Ch. 20 février 1886, *Ann.* n° 1073).

(2) R. JAY : *Protection légale des Travailleurs*, p. 211.

Quoi, c'est au moment où après tant d'années d'expérience on proteste, on reconnaît les fâcheux excès, l'injustice même de ce système en matière politique, où l'on sent « ce qu'il a parfois d'énorme et d'inique (1) », que l'on cherche à y remédier, c'est à ce moment, disons-nous, que l'on voudrait faire plier sous sa loi 17 millions d'ouvriers français? Si à « la loi des maîtres » des corporations de l'ancien régime devait se substituer celle plus dure peut-être, mais surtout moins réfléchie de « la majorité ouvrière », que resterait-il vraiment de l'œuvre grandiose d'émancipation de la Révolution française?

« Le syndicat obligatoire, la grève obligatoire, c'est la « tyrannie du nombre contre le droit (1) », c'est le rejet du principe même de la législation des syndicats telle qu'elle existe actuellement, principe de liberté et de justice, qui peut se résumer dans le mot célèbre de Waldeck-Rousseau: « Le droit de l'ouvrier qui veut travailler est aussi « sacré que celui de l'ouvrier qui ne veut pas travailler »; et quelles terribles conséquences que celles d'une grève obligatoire, si l'on veut seulement s'y arrêter et approfondir quelque peu cette pensée exprimée récemment par un ministre de l'Intérieur, que l'on ne saurait vraiment taxer de libéralisme exagéré, M. Clemenceau : « L'ouvrier qui « veut travailler, lutte pour nourrir les siens, il lutte pour la « vie; l'ouvrier gréviste lutte pour le mieux être (2). » « « Tout ouvrier qui a besoin de travailler et qui trouve « du travail a le **droit** de travailler (3). »

(1) BAUREGARD: *Bulletin de la Fédération des Commerçants et Industriels français*, janvier 1906.

(2) BEAUREGARD: *Bulletin de la Fédération des Commerçants et Industriels français*, janvier 1906.

(3) Séance de la Chambre des Députés, réponse à M. Jaurès, 20 juin 1906. (*Officiel.*)

Des familles entières devront-elles manquer du strict nécessaire, des enfants, des femmes souffrir les affres de la faim, parce qu'il aura plu à une majorité, dont l'appoint pourra être composé de fainéants encore souvent à la remorque de quelques ambitieux, insoucieux ou ignorants, de chercher par tous moyens à atteindre un « mieux être » incertain, problématique sinon même impossible !

C'est là un affligeant spectacle qu'il ne nous sera jamais donné de contempler, tant que la loi de la majorité ne s'exercera seulement que dans le domaine politique; c'est donc dire qu'il n'y a aucune assimilation possible à ce point de vue, entre le domaine politique et le domaine économique, comme voudraient le laisser croire les interventionistes (1). La tyrannie de la majorité dans le domaine politique ne s'exerce somme toute, directement du moins, qu'à l'égard des conditions des pensées de l'individu; or, si respectables soient-elles, elles sont de peu d'importance si on les compare aux besoins primordiaux et essentiels de l'individu, à son droit de subsistance, et ce serait ce dernier qui se trouverait atteint directement par la loi de la majorité étendue au domaine économique. La liberté, le droit de pensée ne doit passer qu'après, et ne peut être comparé à la liberté, au droit de vivre... de manger !

Que l'intervention de l'Etat soit une restriction apportée à la liberté de l'individu et une source d'injustice et d'iniquités, c'est encore là le moindre des défauts, mais la question primordiale qui se pose et que l'on retrouve au fond de toute discussion sur la réglementation du travail est de savoir : si au point de vue du développement de l'industrie

(1) R. JAY : *Protection légale des Travailleurs*, pp. 110 et suiv.

en général, une semblable réglementation ne peut pas avoir de fâcheuses conséquences, en mettant le producteur français dans une situation difficile vis-à-vis de la concurrence étrangère. C'est là la grave question; et sans doute les arguments juridiques ou politiques n'auraient pas tenu longtemps, si l'on avait pu assurer aux industriels que leur production serait identique et aux ouvriers que leur bien-être ne serait pas atteint par cette diminution de production.

La production de l'industrie subira une diminution du fait de l'intervention :

M. Jay, reconnaît lui-même : « qu'il n'est pas absolument « permis d'affirmer qu'aucune réduction passée de la durée « de travail n'ait jamais produit une réduction de la production d'un établissement ou d'une branche particulière de l'industrie (1) ». Cet aveu, il est bon d'en prendre acte, surtout si l'on songe que les interventions passées de l'Etat et dont il s'agit, ne sont rien comparativement à celles que l'on souhaiterait réaliser; on est donc en droit de prévoir que leurs conséquences seront également beaucoup plus importantes.

Cette diminution de production due à la limitation des heures de travail est non pas douteux, mais bien au contraire certaine.

Elle fut escomptée par les patrons eux-mêmes. Si J.-J. Boucart de Guebviller dès 1828 se montre partisan de la limitation des heures du travail et propose à la société individuelle de Mulhouse d'envoyer dans ce but une pétition à la Chambre; si dans les enquêtes du 18 septembre 1848 et 1893 des patrons demandent également cette limitation, il ne faut pas

croire que ce soit, pour l'immense majorité du moins, par pure philanthropie affligés qu'ils étaient des conditions de travail de leurs ouvriers; leur but est tout autre, ils espèrent ainsi remédier à la crise de surproduction dont souffre leur industrie et qui a, par suite, indirectement des conséquences fâcheuses pour leurs ouvriers

Que constatons-nous, dans le rapport de M. Dron sur l'enquête parlementaire de 1893? C'est que les départements ou les patrons, partisans de la limitation, sont le plus nombreux : le Nord, la Seine-Inférieure, le Haut-Rhin; or, dans ces départements, la majorité de l'industrie était composée de filatures qui souffraient de la surproduction. Un rapprochement s'impose donc et il n'est pas douteux que si ce n'est pas uniquement c'est au moins en grande partie, pour voir la production diminuer que les patrons demandaient ainsi la limitation de la journée de travail; cette intention n'est, d'ailleurs nullement déguisée, soit dans la pétition de Boucart de Guébviller, soit dans la discussion prise par le syndicat des industries cotonnières en 1896 de ne travailler que 11 heures au lieu de 12 « afin de réduire leur production ».

A une diminution de durée de travail correspond indubitablement une diminution plus ou moins proportionnelle de production.

Dans le rapport de M. Dron (p. 91), nous voyons : « que dans la filature la production est en raison directe du nombre des heures de travail » et (p. 81). « la production ouvrière diminuera forcément en 10 heures au lieu de 12, les machines tournant à leur maximum de vitesse ».

L'expérience a prouvé l'exactitude de ces pronostics :

En Angleterre : M. Read, représentant de la York Street Flox Spinning Company, dit que : « la réduction de la pro-

duction a été exactement proportionnelle à celle des heures de travail (1).»

En France, M. Guérin constate que : « en filature nous
« commençons à percevoir les résultats de cette journée
« de 10 heures due à la loi de 1900; quand on a passé de
« 12 à 11, on a serré le mouvement, la diminution n'a pas été
« sensible; quand on a passé de 11 à 10 heures et demie,
« on a perdu un quart d'heure; mais quand on a passé de
« 10 heures et demie à 10 heures, cela a été fini, il n'y avait
« plus rien à regagner, de sorte que c'est au bas mot
« trois quarts d'heures que l'on a perdu et aujourd'hui la
« production nationale est inférieure à celle de tous les
« états voisins (2). »

En outre en même temps que la production diminue, le coût de celle-ci s'élève considérablement.

Un filateur de la Seine-Inférieure, M. Manchon, partisan cependant de la limitation, estime « qu'une réduction de 12 à
« 10 heures se traduira par une augmentation de frais généraux qui ne saurait être inférieure à 8 % (3) ».

En 1891, M. Aldermann Emmot d'Oldham parlant au nom de l'United Coton Association au capital de 250 millions de francs disait : « que le revenu des trois dernières
« années avait été de 3 %, et que la réduction de 56 à
« 48 heures de travail équivaldrait à une augmentation de
« 1 % du prix de revient impossible à supporter parce qu'elle
« se traduisait par une perte ou bien par une réduction
« égale sur les salaires (4) ».

Ce coût de production peut s'élever à ce point que des

(1) Yves Guyot, Discours Congrès d'Anvers 1894.

(2) *Bulletin de la Fédération des Industriels et Commerçants de France*, janvier 1906.

(3) Rapport Dron, p. 37.

(4) Yves Guyot, Discours, Congrès d'Anvers 1864.

industries sont obligées de disparaître, c'est ainsi que M. Bradlang dans un volume *Labor and Law* constatait qu'en 1891 que de nombreuses industries anglaises avaient disparu à la suite des factory-acts de 1872 et 1878 qui, réduisant la journée de travail, avaient élevé trop haut le prix de revient, exemple : les fabricants de bouteilles, les tanneries de Leeds et Bristol, les fabriques de ruban de Coventry et Cogleton.

M. J.-B. Sparow de Beckminster déclare que la loi sur le travail et dans les usines a supprimé la production de fer dans le sud du Straffordshire; les hauts fourneaux sont tombés de 152 à 33.

Ces exemples et ces affirmations d'industriels éminents, que nous pourrions ainsi multiplier, l'aveu des interventionnistes eux-mêmes ne nous permettent pas de mettre en doute comme nous l'affirmions ci-dessus que la réduction des heures de travail ne se fasse donc sentir d'une manière sensible sur la production et que l'industrie française n'en soit amoindrie.

D'autre part les conditions de vie de l'ouvrier, loin d'être améliorées, ne pourront qu'être empirées par suite d'une intervention de la loi.

Il n'est pas niable, en effet, qu'il y ait entre la production et les salaires un rapport des plus étroit; si donc la production vient à diminuer elle devra successivement entraîner une diminution des taux des salaires.

M. Lord, président de la Chambre de Commerce de Manchester, a constaté que tandis de 1850 à 1877 sous le régime de liberté les salaires avaient augmenté de 43 %; après le Factory act de 1878 ils ont augmenté dans une bien plus faible proportion.

De l'enquête de M. Dron (p. 91), il résulte que cette ré-

duction de salaires est reconnue par les ouvriers eux-mêmes, partisans de la limitation tout en reconnaissant d'autre part (par suite d'une inconcevable inconséquence) que tels qu'ils sont aujourd'hui, ils sont déjà insuffisants.

Les salaires individuels diminueront même si la production générale de l'industrie nationale reste la même parce que cette masse des salaires devra se partager entre un plus grand nombre d'ouvriers. Lorsqu'en 1893 les métallurgistes du Havre se montraient partisans de la limitation, c'est qu'ils y voyaient un remède contre le chômage. Les journées devenant plus courtes, ils auraient besoin d'un plus nombreux personnel; or si leur production reste identique, il en est de même de la masse des salaires à distribuer, seul le nombre des copartageants augmentera et il en résultera pour chaque ouvrier une diminution de sa quote-part.

Si enfin on devait admettre, comme certains interventionnistes, que les salaires ne baisseront pas si la production individuelle reste la même malgré la diminution des heures de travail, cela supposerait de la part de l'ouvrier : « une telle activité que sa fatigue deviendra égale à celle des longues journées (1) ».

La question de la diminution des salaires due à la limitation de la journée de travail fait si peu de doute que les interventionnistes pour en pallier les effets fâcheux ont recours à une nouvelle atteinte à la liberté. La fixation légale d'un minimum de salaire.

Nous ne chercherons pas à faire ressortir le caractère arbitraire qui présidera nécessairement à la fixation par une

(1) Rapport DRON, p. 32.

loi de ce salaire minimum ; qu'il nous suffise de faire remarquer que les conditions de vie et d'entretien des ouvriers et de leurs familles sont essentiellement variables suivant les régions ou les climats, et qu'un salaire insuffisant pour une famille ouvrière dans une grande ville comme Paris ou Lyon pourra être plus que suffisant dans les campagnes. Dès lors une loi n'aura pas la souplesse voulue pour pouvoir s'adapter à cet état de chose.

Quoiqu'il en soit, les conséquences de cette nouvelle mesure sont des plus graves tant pour l'industrie en général que pour les ouvriers en particulier ; peut-être plus graves même que celles résultant de la limitation de la journée de travail ? Car, si l'on peut en effet concevoir, que pour certaines industries une activité plus grande dans le travail puisse compenser une faible réduction de sa durée, la hausse artificielle des salaires due uniquement à l'intervention de la loi ne comporte aucune compensation.

Considérons d'abord le problème au point de vue de l'industrie en général.

Supposons que ce minimum de salaire légal soit selon toute vraisemblance fixé au taux moyen des salaires actuels, ou même, si l'on veut, à un taux légèrement inférieur, nous disons : que ce minimum de salaire ainsi fixé entraînera la ruine de toutes les industries auxquelles il « s'imposera » nous entendons par là, de toutes les industries, dont les salaires étant au-dessous du taux légal, seront atteintes directement par la loi.

N'est-il pas démontré, en effet, que ce sont les industries les plus prospères qui payent le mieux leurs ouvriers ; celles-ci à la rigueur pourraient peut-être sans grand dommage supporter de nouvelles charges ; or, précisément, ces industries, la loi ne les atteindra pas, leur taux de salaire étant

supérieur au taux légal, leur situation économique ne sera nullement modifiée par la loi : elles l'ignoreront tout simplement.

Au contraire, ce seront ces mêmes industries qui déjà sous le régime de liberté ne peuvent que végéter et en sont réduites à ne donner que des salaires infimes que la loi atteindra, et cela d'autant plus lourdement qu'elles seront moins prospères. Cette nouvelle charge, s'ajoutant aux difficultés économiques auxquelles elles se heurtent déjà, sera le signal de la ruine complète de ces industries et de la fermeture des usines (1).

Les interventionnistes, il est vrai, envisagent avec le plus grand calme cette éventualité de la disparition d'usines et cela est d'autant plus de nature à surprendre qu'elle ne pourrait qu'aggraver le douloureux problème du chômage auquel on cherche tant à remédier ; loin de considérer que l'industrie dont les ouvriers « sont insuffisamment payés « soit un parasite qui ne subsiste qu'au détriment de la « Communauté (2) », nous voyons au contraire en elle, une industrie qui, tant bien que mal, nourrit encore ses ouvriers, leur donne le pain nécessaire à eux et à leur famille et, comme telle, elle a droit à tous nos respects et à toute notre sollicitude, d'autant qu'à l'époque où nous vivons le salaire de famine n'est qu'une utopie (3).

Déplorable pour l'industrie en général, le minimum de salaire ne serait donc pas une mesure moins mauvaise pour les ouvriers dont elle aggraverait le chômage, mais ce ne

(1) Le seul remède serait alors l'élévation des droits protecteurs avec toutes les conséquences qu'il entraîne.

(2) JAY : *Protection légale des Travailleurs*, p. 130.

(3) GUÉRIN : *Bulletin de la Fédération des Industriels et Commerçants*, numéro de janvier 1906.

serait pas là sa seule conséquence fâcheuse à leur égard.

Il convient de remarquer qu'il y a en effet toute une catégorie d'ouvriers que cette mesure atteindrait cruellement : nous voyons parler des travailleurs âgés ou usés avant l'âge, des malingres, de ceux atteints d'une infirmité légère et qui, incapables de fournir un travail normal vraiment productif sont encore bien heureux d'obtenir de la bienveillance patronale une rémunération en rapport avec leurs faibles services.

« Il faut de faibles salaires, dit M. Guérin, parce qu'il y a de faibles aptitudes, si ceux qui gagnent les faibles salaires ne les trouvaient pas, ils n'en auraient pas du tout; or il y a quelque chose de pire que les mauvais salaires, c'est l'absence complet de salaire. »

Dans les centres où, comme à Lille, deux industries similaires existent, où l'on trouve voisinant des filatures de coton et des filatures de lin, on constate : que les meilleurs ouvriers et ouvrières sont occupés à la filature de coton, métier propre et bien payé; les ouvriers et les ouvrières médiocres sont au contraire employés aux filatures de lin, métier sale, déplaisant, et médiocrement payé (1).

Et ce qu'il y a de particulièrement intéressant à constater, c'est que cette sélection, ce n'est pas la concurrence des ouvriers entre eux qui la fait, cette concurrence abominable et que l'on rend souvent responsable de la situation précaire du prolétariat, en sorte que seuls seraient occupés au travail du lin, les ouvriers qui ne trouveraient pas leur emploi dans les filatures de coton; la preuve, c'est que, indistinctement, dans toutes les sortes de filatures presque tou-

(1) Les ouvrières sont payées 15 francs, le même prix d'ailleurs qu'en Angleterre. (GUÉRIN : *Bulletin de la Fédération des Industriels et Commerçants de France*, numéro de janvier 1906.)

jours des métiers sont arrêtés faute de personnel. La concurrence ne s'y exerce donc pas. La sélection est au contraire une sélection naturelle; à chacun correspond le salaire et le métier que comporte son aptitude.

Les salaires doivent être ce que les fait la concurrence normale, logique, honnête, ce que les fait le coût de la vie, le jeu de l'offre et de la demande; on pourrait presque leur appliquer la définition que Montesquieu donnait des lois : « les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses (1) ».

Ce manque de personnel dont se plaignent les filateurs comme tant d'autres industriels, ce manque de bras que ne compense même pas l'appoint de 400.000 ouvriers étrangers, peut-on trouver meilleure réponse à ceux qui parlent toujours de la « plaie du chômage » et demandent encore à l'Etat d'y remédier? Oui, certes le chômage existe, mais il serait facile de constater que les chômeurs sont, bien souvent, toujours les mêmes ouvriers, les mauvais, les incapables, des chômeurs volontaires, quant aux autres, les chômeurs involontaires, que l'Etat leur vienne en aide, ils ont droit à l'assistance publique à l'égal des malades ou des blessés, et ils ne sont vraiment pas si nombreux.

L'intervention de l'Etat dans la fixation des conditions

(1) La loi naturelle qui fixe les salaires est absolument générale, et à ce point exacte, que M. Ballod, professeur à l'Université de Berlin, a constaté que, si d'une part le salaire de l'industrie textile est de 285,5 dollars, soit 1.200 marks en Amérique contre 690,5 marks en Allemagne, c'est que la production de l'ouvrier allemand est de beaucoup inférieure; « les salaires plus élevés des ouvriers anglais « et américains correspondent à une exécution d'autant plus parfaite. « Une même exécution de travail est payée sensiblement à un même « tarif en Allemagne qu'en Angleterre ou en Amérique. » *Rev. Ec. Int. La production allemande*, 15 août 1905. M. Ballod.

de travail remédiera-t-elle à ce chômage? Non, loin de là, d'abord parce qu'elle entraînera, ainsi que nous l'avons vu la disparition de certaines industries, mais nous en trouvons encore un exemple dans le livre même de M. Jaye: « La Prot^{on} Lég. des trav. », nous y lisons (p. 165) que : « du jour où un « minimum de salaire, un minimum de la journée de travail « s'imposera à lui (l'industriel), il n'aura plus qu'un moyen « de soutenir la concurrence, il devra, s'il ne veut pas être « vaincu dans la lutte industrielle, tenir son outillage au « courant de tous les progrès, faire appel *aux ouvriers les « plus qualifiés. La réglementation du travail aura ainsi « pour résultat une véritable sélection des ouvriers et des « patrons. »*

Qui dit sélection, dit emploi des bons, des forts ouvriers et rejet des médiocres, des faibles; eh bien, ceux-là qu'en fera-t-on? Des chômeurs.

La réglementation forcera, dit-on, l'ouvrier à se perfectionner?

Il est parfaitement entendu que l'homme est perfectible; on a même constaté, en effet, que, suivant leur origine, la production de chaque ouvrier varie; il suffit de 2, 4 ouvriers dans certaines filatures d'Oldham pour 1.000 broches; il en faut 5, 8 à Mulhouse; 6, 2 en Suisse; il en fallait 25 en 1880 à Bombay.

Mais, aussi partisan qu'on puisse être de l'intervention légale, peut-on vraiment estimer qu'elle sera plus forte que l'intérêt personnel? Dès lors ce perfectionnement de leur capacité de travail auquel ces ouvriers des filatures de lin que nous citions plus haut ne peuvent atteindre, et cela malgré l'ardent désir qu'ils ont pourtant d'un salaire à tous égards plus avantageux, peut-on penser qu'ils l'atteindront le jour où l'Etat tutélaire leur posera ce féroce

dilemme : « ou vous serez un excellent ouvrier, ou vous ne travaillerez pas ».

C'est pourtant, dira-t-on, depuis le bill réglementant le travail de filature en Angleterre, que l'ouvrier y a atteint le perfectionnement qui fait sa spécialité? C'est possible, mais rien ne prouve qu'il y ait là nécessairement un rapport de cause à effet et que sous le régime d'absolue liberté les progrès de l'ouvrier n'auraient pas été aussi considérables.

Il y a chez l'ouvrier anglais une question de prédisposition atavique absolument indiscutable qui n'a pu que se développer au fur et à mesure que les générations de fileurs se sont succédées et dont il importe de tenir compte.

En outre il faut remarquer, qu'il fut, à cette époque, apporté des perfectionnements très importants au métier à filer qui permirent une production beaucoup plus considérable.

Enfin, ainsi que le fait remarquer M. Lebon : « si l'ouvrier « anglais rend plus pour un même nombre d'heures de travail « que l'ouvrier français dans les mêmes conditions, c'est que « le patron anglais renvoie impitoyablement celui qui ne rend « pas ce qu'il a à tirer de lui, tandis qu'il nous arrive trop « souvent au point de vue de notre intérêt patronal, de con- « server à notre service, dans des conditions de lutte écono- « mique extrêmement difficiles, des hommes qui ne sont plus « dans le plein de leur activité et de leur rendement (1) ».

Cette sélection de l'ouvrier due à l'intervention de l'Etat? Rien n'est d'ailleurs plus douteux, car l'intervention de l'Etat, loin d'être un stimulant pour l'ouvrier, ne peut

(1) *Bulletin de la Féd. des Ind. et Com. français*, numéro de janvier 1906. N'oublions pas en outre que le chômage en Angleterre est une véritable plaie qui a même ses manifestations publiques : La célèbre procession des chômeurs à travers les rues de Londres.

être, au contraire, qu'une cause de dépression morale de la société; l'ouvrier à qui l'Etat aura assuré un plus haut salaire, lui permettant de se reposer et de se réconforter davantage produira-t-il plus? L'expérience ne semble pas le prouver.

M. Haze dans la statistique des mines en Belgique constate en effet que, au fur et à mesure que le salaire du mineur augmente, sa production diminue (1).

En 1890, la production annuelle du mineur belge est tombée de 242 à 229 tonnes (1).

En Allemagne, tandis qu'en trois ans, le salaire du mineur augmente de 38 %, sa production baisse de 12 % (1).

En Angleterre, en 1890, malgré une augmentation de 51.000 mineurs (612.000 à 667.000 soit 1,12), la production reste exactement la même, 181 millions de tonnes (1).

Et cela parce qu'au lieu de travailler de plus en plus, obéissant aux suggestions qui l'entourent, l'ouvrier cherche à en faire le moins possible, il aboutit à une restriction volontaire, au : « Malthusianisme de la production ».

Cette sélection, elle ne se produira pas sous le régime de l'intervention de l'Etat, parce que si ses partisans demandent aujourd'hui la limitation de la journée de travail, s'ils se contentent encore d'un minimum de salaire, du syndicat obligatoire, etc..., etc..., demain ce qu'ils demanderont, s'ils ne le demandent déjà, c'est : « la suppression du travail à la tâche, » le seul juste pourtant (2). Et d'ailleurs pourquoi pas, pourquoi vraiment s'arrêter en si beau chemin? Bien que nous sachions à quoi nous en tenir sur l'importance et la

(1) Discours d'Yves Guyot au Congrès d'Anvers, juillet-août 1894

(2) Nous savons que c'est là une des revendications les plus véhémentes de certains ouvriers de l'Etat, notamment des ouvriers des arsenaux de la marine.

valeur du chômage, si le travail manque aux mauvais ouvriers, aux faibles, s'ils ne sont pas assez rémunérés, n'est-ce pas parce que les bons ouvriers, les forts produisent trop ? Et cela parce qu'étant payé aux pièces, ils y trouvent leur intérêt ; et puis encore, au nom de la science médicale l'intérêt général ne commanderait-il pas aussi de calmer cette ardeur qui peut leur être malsaine ? Il faudra en arriver, sous prétexte d'assurer l'existence de tous, à ce que le patron n'ait plus aucun intérêt à avoir tel ou tel ouvrier. Déjà la discipline syndicale en poursuivant l'unification des salaires, tend à faire considérer les ouvriers comme ayant tous indistinctement d'égales capacités ; elle empêche le patron de choisir librement ses ouvriers, de soutenir leur zèle ou de récompenser leur habileté au moyen de primes. Le syndicat obligatoire constituera lui une prime au mauvais ouvrier ; on en arrivera en quelque sorte à créer « une unité de travail » basée sur l'heure, par exemple ; le syndicat des ouvriers chaudronniers vendra « une heure de travail de chaudronnier » à celui qui en aura besoin, comme l'épicier du coin vend un litre de haricots ! Mais il faut que chaque ouvrier ne puisse produire qu'une égale quantité ; comment cette égalisation se fera-t-elle ? sur quelle base ? non pas sur la production des plus forts, c'est impossible ; mais bien sur celle des plus faibles, en vertu de cet adage : « Qui peut le plus peut le moins. » Comme nous voilà loin de la sélection des bons ouvriers !

Que ce dernier aspect de la société future touche à l'utopie communiste ? tout le monde en conviendra ; mais c'est là une perspective logique avec l'interventionisme redresseur de tort posé comme « principe », et nous sommes en droit de le présenter si l'on songe que désespérant de cette révolution sociale si chère à Karl Marx et dont la venue paraît

de plus en plus improbable, bon nombre de communistes ainsi que nous l'avons fait remarquer dans un chapitre précédent considèrent aujourd'hui cet interventionisme de principe comme le moyen par excellence de régénération sociale, cet interventionisme dont l'ultime développement doit enfin permettre l'édification de cette société future et la réalisation de leur chimère !

L'interventionisme de « principe », c'est-à-dire celui qui non seulement affirme le droit pour le législateur d'intervenir pour régler les conditions d'emploi des travailleurs, mais qui, posant en outre le principe de « l'obligation » pour l'Etat de se substituer aux volontés individuelles qu'il déclare impuissantes, nous avons vu que cet interventionisme est aussi néfaste à l'industrie que mauvaise pour la classe ouvrière.

Néfaste pour l'industrie dont : il diminue la production et qu'il met dans une condition d'infériorité dans la lutte économique internationale.

! Mauvais pour les ouvriers comme : attentatoire à leur liberté, cause de nombreuses injustices, provoquant le chômage et une baisse de salaire, enfin comme tendant à la diminution de la productivité individuelle et constituant une prime au mauvais ouvrier.

La discussion qui va suivre, au cours de laquelle nous nous efforcerons de montrer dans quels cas l'intervention légale pourrait être admise et dans quelles conditions elle exigerait pour donner des résultats* favorables, sera une nouvelle justification de ces affirmations.

Il est, en effet, nous le savons déjà (1), une autre sorte

(1) Voir chapitre II. *De l'Evolution des Idées libérales.*

d'interventionisme, interventionisme « de fait » admis par les libéraux; c'est-à-dire un interventionisme dont le domaine, loin d'être sans bornes, est au contraire essentiellement limité; limites fixées à la répression des abus, des exactions que pourraient commettre certains patrons oublieux de leurs devoirs; abus qui d'eux-mêmes par le seul développement des syndicats et du contrat collectif libre sont destinés à devenir de plus en plus rares.

Nous disons que ce sont *ces seuls abus* que la loi *doit réprimer*, parce que ce sont *eux seuls* qu'elle peut atteindre; si, au contraire, la précarité des conditions du travail est due au libre jeu des lois naturelles de la concurrence, et si en présence de ce fait on veut proclamer l'impuissance de l'initiative patronale, nous proclamons encore à plus juste titre la faillite : de l'intervention légale.

Si sous le régime de liberté, les conditions des travailleurs sont mauvaises, elles ne sauraient qu'être pires sous celui de l'intervention légale.

Toute réglementation légale aboutit à la cherté du produit (1), par suite à la raréfaction des débouchés, à la diminution des besoins de main-d'œuvre à la contraction de la masse générale des salaires et à l'augmentation des chômages.

Ces conséquences de l'intervention légale, un de ses plus chauds partisans, M. Wadington les reconnaissait, mais il pensait qu'une élévation des droits protecteurs y apporterait remède (2). Nous n'entrerons pas dans la discussion que soulève cette forme de l'intervention légale : « le protec-

(1) M. WADINGTON, partisan avéré de l'intervention légale le reconnaît volontiers. (Discours d'Yves Guyot au Congrès d'Anvers, 1894.)

(2) Voir Discours d'Yves Guyot au Congrès d'Anvers 1894.

tionisme »; la nécessité de la sauvegarde de l'intégrité nationale peut contraindre les peuples à y avoir recours, mais en faussant le libre jeu des lois naturelles il rend plus critique sinon la situation économique d'un pays, tout au moins le conditionnement des individus qui l'occupent et surtout des prolétaires. Dès lors ce nous paraît être une étrange conception que de chercher à guérir un mal, en en provoquant ou aggravant un autre.

L'Allemagne a suivi cette politique, elle nous est un exemple frappant des conséquences fâcheuses qu'elle peut entraîner pour un peuple.

« Le travail n'y excède jamais 10 ou 11 heures, dans les mines parfois même 6 heures, le travail de nuit y est très rare, le repos du dimanche est plus répandu. »

C'est là le beau côté de la médaille; mais en voici le revers: si au lieu de considérer les conditions hygiéniques du travail on observe la rétribution réelle qu'il obtient en France et en Allemagne, le résultat est bien différent, durant tout le siècle dernier et jusqu'à nos jours le salaire en France n'a cessé de s'accroître atteignant 50 % de 1867 à 1901. Les salaires allemands se sont également accrus mais dans une proportion bien inférieure, sans régularité subissant même parfois des chutes considérables (1).

(1) Le gain moyen annuel des ouvriers et ouvrières mineurs en Saxe était de 930 francs en 1869. après le vigoureux essor industriel qui suit la guerre franco-allemande, il atteint 1.275 francs en 1874 pour retomber en 1883 à 1.032 francs. Durant cette période de 14 ans l'augmentation du salaire n'atteint donc que 9,5 %. En France, le salaire des ouvriers mineurs correspondant à la même période est de 841 francs en 1869, 979 en 1872 et 1.224 francs en 1883, l'augmentation a été de 25,2 %.

Des graphiques présentés par le Département du Commerce et du Travail des Etats-Unis, lors de l'Exposition de Saint-Louis, il résulte

Tandis qu'en France, le salaire réel s'est accru dans une proportion supérieure au salaire nominal (voir la note 2 *supra*, p. 37), en Allemagne, au contraire, le salaire argent n'a pas augmenté dans la proportion des profits — « d'où
 « la conséquence que, bien que la richesse absolue des classes
 « pauvres se soit accrue, la quote-part de la richesse des
 « ouvriers dans la richesse totale a baissé de 47 à 46,50 %
 « dans le Bade et de 59,52 à 57,87 dans le royaume de
 « Saxe (1) ». — D'autre part le prix de quelques objets de première nécessité se trouve avoir considérablement augmenté, notamment la viande (2). De tout cela il résulte que, tandis que l'épargne ouvrière française est considérable, l'épargne ouvrière allemande est au contraire excessivement faible, influant défavorablement sur le marché intérieur.
 « On évalue à 800 marks, le montant minimum qu'il
 « faut à une famille de trois personnes adultes pour se procurer la nourriture suffisante pendant une année; or, bien
 « peu de familles ouvrières allemandes parviennent à gagner ce salaire-là (1). »

« Enfin le chômage se répand en Allemagne dans une mesure épouvantable et l'on évalue déjà à 6,66 %, la pro-

qu'en 1903 pour les 7 métiers suivants : Forgerons, chaudronniers, briquetiers, charpentiers, compositeurs, mouleurs en fonte, manœuvres, la moyenne générale des salaires, pour une heure, est de 0 fr. 55 pour l'ouvrier allemand et 0 fr. 70 pour les travailleurs français, soit 27,3 % supérieur.

Revue Economique Internationale, nov.-déc. 1905. LEVASSEUR.

(1) *Le Socialisme d'Etat*. A. LORIA : *Rev. Economique internationale*, numéro du 15 avril 1905, pp. 26, 27, 28.

(2) Depuis les nouvelles lois sur l'importation du bétail étranger on sait que la viande a atteint pour les ouvriers allemands des véritables prix de famine, et les manifestations publiques auxquels ils se sont livrés pour obtenir l'abrogation et ces lois.

« portion des ouvriers sans emploi. D'où la conséquence
« que la renaissance de l'activité industrielle y est impuis-
« sante à élever les salaires et n'a d'autre effet que d'amoin-
« drir l'armée des surnuméraires (1). »

Dès lors, en présence d'un semblable tableau du prolétariat allemand, n'avons-nous pas le droit ainsi que nous le disions à l'instant de proclamer : la faillite de l'intervention légale, impuissante à améliorer le sort des classes ouvrières, et capable uniquement d'accumuler des ruines !

Mais, dira-t-on, malgré ces noirs pronostiques et l'exemple peu encourageant de l'Allemagne, l'expérience ne semble pas avoir prouvé que l'intervention de l'Etat dans les conditions du travail doit toujours avoir nécessairement des conséquences si funestes : Voyez l'Angleterre.

« Là, en effet, une législation sociale a, depuis de longues
« années, réduit la durée du travail qui rarement y excède
« 56 heures et demie par semaine; a imposé des règles très
« rigides à l'emploi des femmes et des enfants dans les fabri-
« ques; a pourvu aux victimes des accidents de l'industrie.
« Là les salaires en argent se sont accrus très sensiblement,
« tandis que les vivres ont baissé progressivement de prix;
« de telle sorte que l'élévation des salaires en argent a été
« accompagnée dans le Royaume-Uni d'un accroissement
« plus que proportionnel des salaires réels; d'où la consé-
« quence que les épargnes ouvrières y atteignent des
« chiffres étonnants et arrivent parfois à 50 livres sterling
« par famille; de là enfin, cette ascension triomphale de la
« population ouvrière de la « Grande-Bretagne (2). »

(1) *Le Socialisme d'Etat*. A. LORIA : *Rev. Economique Internationale*, numéro du 15 avril 1905, pp. 26, 27, 28.

(2) *Le Socialisme d'Etat*. A. LORIA : *Rev. Economique Int.*, n° 15, janv. 1905, p. 31.

Sans rechercher si le brillant tableau que M. A. Loria nous présente du prolétariat anglais est en tout point exact et si, tout bien considéré, la moyenne du bien-être « la moyenne d'humanité » ainsi que l'appelle M. A. Lebon (1), n'est pas égale en France et en Angleterre, comment peut-on expliquer que l'intervention de l'Etat n'ait pas produit dans ce pays de funestes conséquences ?

C'est d'abord : qu'il existe chez les peuples comme chez les individus une sorte d'instinct de la conservation, une tendance vers un développement toujours plus grand, qui les pousse à s'accommoder de toutes les conditions même des plus mauvaises.

Ensuite, si l'on considère les cas dans lesquels la loi est intervenue en Angleterre, on remarque qu'elle n'a eu pour but que : la réglementation des conditions d'emploi des femmes et des enfants, de certains travaux spéciaux et enfin la limitation de la journée de travail.

L'intervention légale s'y est donc absolument spécialisée ainsi que l'admettent les libéraux et ne s'est jamais généralisée ainsi que le veulent les interventionnistes de « principe ».

En Angleterre, patrie, dit-on, par excellence de l'interventionisme et souvent à cet égard citée comme exemple, si les syndicats sont prospères et nombreux, si le contrat collectif, grâce à la puissance des trades-unions, y joue un rôle important, c'est absolument librement et sans aucune contrainte légale ; enfin il n'est pas question dans la législation anglaise d'un minimum de salaire !

Limitée ainsi à des cas spéciaux, l'interventionisme

(1) Discours. *Bulletin de la Féd. des Industriels et Commerçants français*, numéro de janvier 1906.

anglais peut donc rentrer dans le cadre de l'interventionisme de « fait ». Interventionisme de fait extrêmement étendu, si l'on veut, et qui déborde les concessions accordées par l'Ecole libérale; mais interventionisme aussi, il faut s'en souvenir, dont les résultats ne furent pas tous brillants puisqu'il entraîna la ruine de nombreuses usines et la disparition de certaines industries. (V. *supra*, p. 95.)

Enfin si les conséquences de l'interventionisme en Angleterre n'ont pas été plus mauvaises, cela tient aux conditions du travail de l'ouvrier, et à la supériorité économique de l'Angleterre.

Les conditions du travailleur en Angleterre n'ont jamais été les mêmes qu'en France.

Depuis de longues années, par suite d'une avance considérable dans le développement industriel de sa patrie, l'ouvrier anglais sous le seul régime de liberté jouissait déjà de l'avantage des courtes journées; en les imposant, la loi n'a donc fait plus ou moins que consacrer l'ordre de chose existant; si la loi française, conformément aux espérances de lord Rosbery, s'était inspirée des lois anglaises pour fixer à ses nationaux les mêmes limites, elle aurait au contraire heurté un état de chose existant et aurait entraîné la ruine de notre industrie.

D'autre part et c'est là le point capital, l'Angleterre, grâce à sa supériorité économique, a pu en quelque sorte s'imposer des sacrifices qui, pour nous, sont au-dessus de nos forces : — Supériorité économique qui s'affirme notamment par la possibilité pour cette nation privilégiée de suivre une politique internationale basée sur le libre-échange. Alors que la France comme l'Allemagne sont au contraire obligées de s'accommoder du régime protectionniste.

M. Loria, professeur à l'Université de Turin, dans une étude

sur le Socialisme d'Etat (1), aboutit à cette conclusion : c'est « le protectionnisme qui paralyse la plus grande part des « influences bienfaisantes qui découleraient virtuellement « pour l'Allemagne, de son socialisme d'Etat et y favorise-
« raient l'amélioration progressive de l'ouvrier allemand ».

Ainsi donc, une seule condition suffirait à l'avis de M. Loria pour que l'intervention de l'Etat donnât d'heureux résultats pour l'ouvrier : c'est que le pays voulant introduire le socialisme d'Etat soit libre-échangiste ou le devienne.

Nous verrons par la suite si la France pourrait remplir cette condition ; condition essentielle, nécessaire, mais qui, selon nous, ne serait même pas encore suffisante.

Il nous semble en effet que le pays, qui voudrait observer ainsi une politique nettement interventioniste, devrait sous peine des plus grands dommages, non seulement être dans une situation économique suffisamment brillante pour pouvoir se maintenir et prospérer sous le régime du libre-échange, mais il faudrait encore que, dans cette lutte internationale, sa supériorité fût telle qu'elle lui permette d'imposer des charges nouvelles à son industrie, sans la mettre pour cela dans un état d'infériorité vis-à-vis de ses concurrents étrangers.

Des peuples ont pu remplir la première de ces conditions : l'Angleterre, la Belgique sont libre-échangistes. Il n'en est pas qui puissent remplir absolument la seconde.

Quelle qu'ait été la supériorité industrielle indiscutable de l'Angleterre vis-à-vis des autres nations, elle n'a pas été, elle n'est plus surtout suffisante pour que le poids de l'intervention légale chez elle ne se fasse pas lourdement sentir,

(1) *Revue Economique Int.*, numéro du 15 avril 1905, p. 30.

la campagne récente, en faveur du protectionnisme est certainement un symptôme de ce malaise (1).

A supposer que l'ouvrier anglais se trouve dans une situation, préférable à celle de l'ouvrier français, la véritable cause de cette situation privilégiée ne serait pas à nos yeux, ainsi que semble le dire M. Loria : l'intervention de l'Etat ; mais bien dans la supériorité industrielle et commerciale de son pays. Supériorité économique qui se traduit : par la possibilité pour l'Angleterre de renoncer au *protectionnisme*, qui « en renchérissant les vivres des « ouvriers fait baisser leurs salaires réels, accroît le coût du « travail, ce qui ralentit l'accumulation, influe défavorablement sur le mouvement des salaires, qui en tout cas « est nuisible à la classe travailleuse (2) », et de suivre au contraire une politique *libre-échangiste* dont les conséquences immédiates et certaines sont une augmentation de bien-être considérable particulièrement pour les ouvriers. Régime du libre-échange qui, en Angleterre a fait baisser le prix du blé de 50 % dans ces dernières années et le prix du pain de 58,2 % de 1877 à 1901, tandis que pour une même période il ne baissait en Allemagne que de 14 % :

Quant à la Belgique, consciente des progrès économiques considérables qu'elle a réalisés sous le régime de liberté,

(1) Hâtons-nous de reconnaître que ce malaise disparaîtrait en grande partie le jour où les nations concurrentes de l'Angleterre se lanceraient, à leur tour, dans une politique interventioniste.

(2) « En effet, en Allemagne, on remarque que les droits sur les blés retombent sur les ouvriers, qu'ils réduisent leur nourriture, qu'ils détériorent leurs conditions économiques, qu'ils sont enfin les vrais responsables de l'effroyable diffusion de la tuberculose dans l'Empire. » *Socialisme d'Etat*. A. LORIA, p. 29. Voir *Das Nahrungs-wesen* du Dr Maubert. Iéna 1904.

soucieuse de ne pas compromettre sa brillante situation industrielle, ne voulant pas lâcher la proie pour l'ombre, elle demeure fidèle à la politique libre-échangiste, mais elle refuse, elle hésite à courir la scabreuse aventure du socialisme d'Etat dans laquelle certains politiciens voudraient l'entraîner. Elle ne s'en défend, il faut bien le reconnaître, que grâce à l'organisation spéciale de son régime électoral.

Quoiqu'il en soit, s'il ne suffit donc pas à notre avis qu'un pays soit libre-échangiste pour que le socialisme d'Etat y donne d'heureux résultats, et s'il faut en outre que sa supériorité industrielle soit telle qu'il puisse, sans dommage pour son industrie, lui faire supporter de nouvelles charges, il n'en résulte pas moins que la condition essentielle, primordiale, que la première des réformes qui s'impose au pays qui veut introduire des mesures interventionnistes vraiment efficaces, c'est l'abandon dans les relations internationales du régime protecteur pour celui du libre-échange.

Si cet abandon n'est pas possible, l'interventionisme d'Etat est alors frappé par avance de stérilité; il ne peut qu'empirer la situation des ouvriers; il va à l'encontre de son but.

Or, la question qui dès lors se pose est de savoir si la France est actuellement dans une situation industrielle suffisamment prospère pour pouvoir, à l'exemple de l'Angleterre et de la Belgique, renoncer à toute protection? la réponse ne supporte pas la discussion; les interventionnistes sont les premiers à en reconnaître l'impossibilité; ils demandent même pour la plupart l'augmentation des droits protecteurs qui, dans bien des cas, pourront seuls permettre la réalisation de leurs réformes.

Comme l'Allemagne, la France est obligée de conserver, de subir, on peut dire, un régime protectionniste au moins modéré. La situation de ces deux peuples a, à cet égard, une grande analogie : si l'on veut dès lors prévoir quelles seraient pour la France les conséquences de l'interventionisme d'Etat, ce n'est pas celle qu'il a pu avoir en Angleterre dont tout nous différencie qu'il faut considérer, mais bien celles qu'il a eu, au contraire, en Allemagne, et nous savons combien elles ont été, combien elles sont fâcheuses.

Ce protectionnisme, cause déjà de tant de maux, si la France devait se lancer dans une politique nettement interventioniste, non seulement il lui faudrait le conserver dans sa modération actuelle, mais sous peine de voir disparaître tout ensemble et son industrie et le gagne-pain des ouvriers, il lui faudrait élever de plus en plus ces barrières douanières pourtant si préjudiciables.

Il y a là, en effet, un engrenage en quelque sorte, un processus fatal auquel, quoiqu'ils fassent, les interventionnistes ne pourront échapper et qui doit suffire pour condamner leur système. Fixer une limite à la journée de travail, 8 heures ? 10 heures ? C'est provoquer nécessairement une diminution du salaire individuel. Si pour obvier à cette baisse des salaires, la loi en fixe le minimum ? L'industrie ne pourra que périlcliter et il faudra élever les droits protecteurs dont les conséquences seront une diminution d'exportation, une restriction de la production, un marché intérieur de plus en plus appauvri, une diminution de travail et de salaire.

[Ces inconvénients disparaîtront, dit-on, le jour où des conventions internationales auront unifié les conditions de travail des principaux pays industriels. Sans doute, mais en admettant que ces accords soient possibles, ils ne

sont que d'une réalisation lointaine et indéterminée (1); d'ailleurs les interventionnistes convaincus ne comptent pas sur eux.

« Seuls de faux amis de la protection internationale des « travailleurs, faux amis plus dangereux que les adversaires « déclarés, peuvent demander ou accepter qu'on puisse « remettre au jour où la réglementation internationale « des conditions du travail sera devenue possible, la réa- « lisation des réformes nécessaires (2). » On doit seulement espérer que ces ententes : « faciliteraient et hâteraient les « progrès de la législation protectrice des travailleurs (1). »

Quant à s'imaginer que l'exemple donné par un peuple sera suivi par les autres, quelle illusion ! La loi de 8 heures en Angleterre n'a eu aucun écho contrairement à l'espoir formulé par lord Rosbery. Loin de l'imiter, au contraire, ils sauront, nous le souhaitons du moins, éviter son erreur, voire même en profiter.

Déjà le programme interventionniste n'est encore en France qu'à l'état d'ébauche et il nous faut pourtant constater avec tristesse, que l'industrie française, gênée, entravée, apeurée à juste titre, fuit un sol que les politiciens ont su lui rendre inhospitalier pour s'établir à l'étranger, en Belgique notamment, où les charges sont moins lourdes, où il est plus facile de vivre; dans les régions du Nord, à Roubaix, à Tourcoing, plutôt que d'améliorer ou d'agrandir leurs établissements, de nombreux industriels préfèrent franchir

(1) Il suffit, en effet, de voir à quelles difficultés se heurtent déjà les pays lorsqu'ils veulent, par un accord international, s'opposer à l'emploi de certaines matières toxiques comme le phosphore blanc dans l'industrie des allumettes. Conférence de Berne, 8 mai 1905.

(2) R. JAY : *Protection légale des Travailleurs*, p. 126.

la frontière et fonder de nouvelles usines pour toute la partie de la vente qui concerne l'exportation (1).

Il peut sembler, dans toute cette discussion, que le rôle principal, l'objet de notre première sollicitude ce soit l'industrie, et que nous perdions de vue au contraire le bien-être de l'individu, de l'ouvrier qui doit être au fond le but final; l'objection est ancienne. A la théorie individualiste du XVIII^e siècle, on fit déjà le reproche d'être en quelque sorte une chrématistique; depuis, cette critique fut fréquemment renouvelée à l'encontre des libéraux, elle n'est nullement justifiée.

« L'intérêt du produit, c'est beaucoup assurément, disait « notamment M. de Mun, mais ce n'est pas sur ce terrain « que la question doit être posée; derrière les produits, il « y a les hommes qui les font naître; la question est de « savoir s'il faut, pour sauvegarder l'industrie française... « donner pour fondement à la prospérité industrielle, la « ruine des travailleurs? »

Tout en rendant hommage à la grande autorité de M. de Mun, il nous semble que ce n'est pas non plus ainsi que la question doit être posée. Il est en effet une question primordiale qu'il importerait de résoudre; il faudrait savoir s'il est seulement permis et possible de distinguer aujourd'hui entre l'intérêt de l'industrie et celui des travailleurs; si ces deux intérêts, que de M. de Mun semble présenter comme étant opposés, ne sont pas au contraire étroitement liés; s'ils ne sont pas le double aspect d'une seule et même chose s'il n'est pas impossible, sous peine d'erreur, de les consi-

(1) GUÉRIN: *Bulletin de la Fédération des Ind. et Com. français* (Janvier 1906).

dérer l'un sans l'autre; si toute ruine, tout dépérissement de l'une n'est pas une cause de ruine et de misère pour les autres, de même que tout progrès de l'une se traduit pour les autres par une augmentation de bien-être et une amélioration de leurs conditions sociales.

« Protégez l'industrie, dit-on, mais protégez au même « titre les travailleurs ». Comme si ce n'était pas là une seule et même chose? La prospérité de l'industrie n'a-t-elle pas sa répercussion directe dans les classes laborieuses, n'existe-t-il pas une loi naturelle de répartition des bénéfices et le plus humble des ouvriers ne reçoit-il pas une quote-part de la richesse nationale? L'expérience de chaque jour n'est-elle pas là pour nous prouver que dès qu'une activité plus grande règne dans les ateliers, le taux des salaires s'élève immédiatement pour retomber à nouveau dès que cette période a cessé?

C'est donc une duperie que d'opposer l'intérêt de l'*industrie* à l'intérêt des *travailleurs* qu'elle fait vivre. A moins que... sous ce mot *Industrie*, c'est-à-dire *Travail*, ne se masque celui de *patron* ou de *capital*? dès lors la question se déplace, ce n'est plus d'une soi-disant opposition entre l'industrie et le travailleur qu'il s'agit, mais entre le capitalisme et le prolétariat. La question soulevée : « c'est la lutte des classes ». C'est la question de savoir si dans la répartition des richesses, les travailleurs obtiennent bien toute la part qui leur est due? Nous ne chercherons pas à la résoudre; elle n'entre pas dans le cadre de cet ouvrage.

En terminant, nous nous efforcerons, de montrer que le régime de liberté n'a pas mérité les critiques de ses détracteurs et que, si aujourd'hui la situation de l'ouvrier n'est pas parfaite, elle s'est néanmoins considérablement améliorée.

Nous savons déjà qu'au cours du siècle passé, les salaires, en France, se sont accrus d'une manière considérable (V. *supra*, note 2, p. 37) et que l'augmentation du salaire réel par rapport au salaire nominal a été plus que proportionnelle.

L'amélioration de la situation de la classe ouvrière par rapport à la richesse publique a été également plus que proportionnelle. Comment en serait-il autrement si l'on songe que, depuis 1870 surtout, les parts revenant dans le produit net, tant à l'entrepreneur sous forme de profit, qu'au capitaliste sous forme d'intérêts ont toujours été en diminuant alors que les salaires qui constituent la part de la main-d'œuvre se sont au contraire considérablement élevés.

Si d'autre part aujourd'hui, l'Etat protège, subventionne, coopère aux œuvres d'assistance, d'assurance, d'épargne, de coopération ou de mutualité, il ne faut pas oublier qu'il n'a pas eu à leur égard le mérite de l'initiative, et il convient de rendre un juste hommage à l'activité patronale dont elles sont l'œuvre; l'Etat n'a, somme toute, fait que continuer une œuvre commencée; quant à cette aide, cette assistance de l'Etat, elles ne sont jamais d'ailleurs qu'une part de la richesse produite qui se trouve ainsi attribuée aux ouvriers en dehors de leurs salaires.

Les sacrifices qu'entraîne la transformation de l'outillage industriel ont pesé lourdement sur la volonté des patrons, et ils n'ont pu les supporter qu'à la condition de les échelonner sur de nombreuses années, c'est ce qui explique que l'amélioration des classes ouvrières n'ait pas été plus rapide et plus considérable encore. Mais si l'on jette un regard sur le passé, les conditions normales du travail actuel peuvent-elles être comparées avec ce qu'elles étaient il y a soixante

ans ? Quelle différence entre ces installations somptueuses où tout est organisé en vue de l'hygiène la plus parfaite, où la lumière entre à flot, où l'air est constamment renouvelé, où la poussière est absente, avec ces sombres et tristes réduits de jadis ; entre ces cités ouvrières fleuries et coquettes où tout respire joie et gaieté et les anciennes demeures noires et maussades. C'est là pourtant l'œuvre passée de l'initiative privée, elle nous permet de bien augurer de l'avenir et de demander quelque crédit.

Qu'elle ne se soit peut-être pas toujours et partout exercée avec autant d'activité qu'il l'eût fallu ? c'est possible ; mais l'Etat n'a-t-il pas aussi encouru une grosse part de responsabilité en ne l'encourageant pas suffisamment, et en ne cherchant pas à moraliser l'ouvrier, ce qui est pourtant son devoir ?

Or, plus que l'atelier, l'alcool est une cause de dégénérescence, de misère, d'immoralité ; cet alcool contre la vente duquel on n'ose sévir et cela uniquement par crainte révérentielle qu'inspire aux élus du suffrage universel ce Titan électoral : Le Cabaret.

Aussi un industriel éclairé, dont le jugement a d'autant plus de valeur qu'il s'est formé au contact prolongé de la classe ouvrière a-t-il pu dire avec raison : « que tant que vous
« (interventionistes, État), n'aurez pas moralisé l'ouvrier...
« vous aurez beau augmenter les salaires, accorder plus de
« liberté, soi-disant pour assurer son développement intellectuel, vous n'aurez rien fait que le bonheur du mastroquet ou du marchand de bière ! (1) »

(1) M. GUÉRIN, auquel ces lignes sont empruntées (*Bulletin de la Féd. des Ind. et Com. français*, numéro de janvier 1906), déclare que dans « certaines régions tout au moins, quelque misérable que soit la si-

Ainsi donc, en présence tout à la fois des déductions théoriques et de l'expérience, nous sommes amenés à conclure que c'est dans la liberté seule et dans le libre jeu des lois naturelles que doit se poursuivre l'amélioration des classes ouvrières; toutefois loin de nous, l'idée de condamner *a priori* toute intervention de l'Etat, mais à la stricte condition que son domaine, au lieu d'être infini, soit des plus limité. Intervention de l'Etat, aujourd'hui encore nécessaire, mais que nous espérons devoir être inutile dans cet avenir plus ou moins lointain où tous les Travailleurs, aussi bien patrons qu'ouvriers, ayant appris à user avec sagesse, modération et fermeté de leur droit au syndicat, le contrat collectif, librement élaboré entre les partis, créera entre le capital et le travail un accord durable et nécessaire à la prospérité du pays.

Quant au socialisme d'Etat, à l'intervention de principe, abstraction faite des résultats fâcheux qu'il doit avoir pour la nation en général et pour son développement économique, ce qui nous rend particulièrement hostile à son égard, c'est que non seulement il se montre impuissant à améliorer les conditions des classes ouvrières, mais que, néfaste, il ne peut au contraire que les rendre pires et que ce sont précisément et surtout ces ouvriers au bien-être déjà relatif qui supporteraient plus durement que tous autres les conséquences d'une semblable politique.

L'erreur fondamentale du socialisme d'Etat : c'est de n'être qu'une élaboration complète de l'esprit, animée d'un souffle généreux, soit ! mais qui ne tient aucun compte ni des droits, ni des lois naturelles : c'est de ne pas voir et de ne pas comprendre que : « à la vitalité

« tuation d'une famille, l'ouvrier exige pour son dimanche, 2, 3 et
« même 4 francs sur son salaire moyen de 21 ou 24 francs » !

« et à la puissance financière de la nation sont
« subordonnées les plus hautes améliorations de réforme
« sociale; que sans l'accroissement de la richesse publi-
« que aucune amélioration sociale n'est possible (1) ».
Construction artificielle, le Socialisme d'Etat se heurte
à plus puissant que les hommes ou leurs lois : à la Vie
qu'il veut ignorer !

Avant d'en terminer et bien que toute politique doive
être bannie de cet ouvrage, il est une observation que nous
estimons devoir être faite. C'est que, les libéraux ne se font
à cet égard aucune illusion, dans les milieux ouvriers tout
au moins, le nombre des partisans de la thèse interventio-
niste est de plus en plus considérable.

Comment pourrait-il en être autrement ? Cette thèse se
présente d'abord d'une façon plus simple, dénuée de tous
ces raisonnements complexes qui, s'ils sont la justification de
l'idée libérale, ne sont pas à la portée des intelligences non
préparées.

Elle est surtout plus attrayante. Cet « âge d'or » qu'elle
promet ! Il n'est pas le résultat d'une évolution lente dont
seules profiteront les générations à venir, mais elle le
présente comme immédiatement réalisable, à la portée
du prolétariat, de la démocratie toute-puissante qui peut
d'un vote manifester sa volonté.

Promettre à des ouvriers, justement désireux d'un avenir
meilleur, qu'ils réaliseront leur idéal, que tout en travail-
lant moins longtemps et moins durement, leurs salaires

(1) Antonin Dubost, président du Sénat. Discours d'ouverture de
la session, 21 février 1906.

augmenteront ainsi que leur bien-être, que tout cela leur est possible du jour au lendemain, parce qu'ils sont le nombre et qu'ils ont la force ! Abstraction faite de tous ceux vraiment sincères et désintéressés, quelle lourde responsabilité n'encourent pas ainsi ces « Mauvais bergers » qui, s'imaginant qu'il suffit de vouloir pour pouvoir, font à la démocratie qui s'en repait volontiers, toutes ces belles promesses et se refusent à voir l'abîme auquel ils conduisent leur troupeau ? Tous ceux qui provoquent des envies et des haines dans les cœurs, font luire devant les yeux des malheureux ces brillants mirages, gagnent leur confiance en flattant leurs désirs alors qu'ils n'abusent souvent en réalité que de leur ignorance et cela dans un but trop facile à deviner ?

Que valent toutes ces manifestations, ces promesses, si, traduites en réalités, elles ne sont pour les masses ouvrières, que cause de plus de souffrances et de misères ? Et pourtant ? ces « politiciens » sont souvent tentés de s'attribuer à eux seuls le monopole en quelque sorte des sentiments de pitié et d'affection pour le peuple !

Or, c'est contre cette tendance, contre ces insinuations mensongères, qu'il importe de réagir et de protester hautement. Non, ces sentiments de pitié et d'amour, pour les déshérités de la vie ne sont pas le gage d'une école ! Amis du peuple ! les libéraux le sont autant que les interventionistes. Indistinctement et d'un accord unanime tous reconnaissent que malgré les progrès déjà réalisés les conditions du peuple laissent encore grandement à désirer, il importe de les améliorer ; la divergence donc n'existe et ne peut exister que sur le choix des moyens.

Sera-ce l'intervention de l'Etat et la déchéance industrielle qu'elle entraîne ?

Sera-ce au contraire le respect des droits et de la dignité

morale de l'individu, des lois naturelles et de la liberté, avec, comme conséquence, le progrès, l'expansion économique et l'exaltation de la richesse nationale?

A tous ceux sincères et désireux de voir grandir et prospérer leur pays, à tous ceux vrais amis de la France, nous soumettons ces considérations : « parce qu'elles sont de
« nature à arrêter les esprits les plus honnêtes, les plus
« décidés dans la réalisation de certains points de leur
« idéal (1) »

« Aucune des idées que je viens d'exprimer n'est nouvelle, elles ont été dites cent fois avec plus de force
« et plus de talent, mais c'est le sort des idées économiques d'être toujours contestées, de ne maintenir leur
« empire nécessaire qu'au prix d'une lutte de tous les
« instants... C'est une destinée qui leur est commune
« avec toutes les grandes vérités de l'ordre moral et
« religieux. » BUFFET, 1848. (*Mon. Univ.*, p. 2236.)

(1) P. LEBON, ancien ministre du Commerce. *Bulletin de la Féd. des Industriels et Commerçants français*, janvier 1906.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

	Pages
PLAN DE L'OUVRAGE	7-8

CHAPITRE I

LA PENSÉE ÉCONOMIQUE AU XVIII^e SIÈCLE

Quesnay, fondateur de l'école physiocratique. — Son influence sur l'œuvre de Turgot sur la suppression des corporations, sur la Constituante. — Discussion sur la loi Chapelier.

Adam Smith, fondateur de l'Ecole libérale. — Vulgarisation et doctrinalisation de ses idées par J.-B. Say. . 9-14

CHAPITRE II

ÉVOLUTION DES IDÉES LIBÉRALES AU XIX^e SIÈCLE

Influence bienfaisante de la liberté sur l'industrie. — La transformation de la petite en grande industrie. — Du machinisme ; ses conséquences pour la classe ouvrière. — La misère de l'ouvrier inspire la doctrine de Sismondi, fondateur de l'école sentimentale et provoque l'éclosion de nouvelles écoles. — Saint-Simoniens. — Fourieristes.

Le libéral Villermé, son œuvre.

J.-A. Blanqui, réaction contre l'intransigeance anglaise et le doctrinalisme de J.-B. Say, ses opinions sur : la concurrence ; le machinisme ; l'intervention de l'Etat en faveur des enfants, des femmes ; les accords internationaux pour la réglementation du travail ; son jugement sur le décret de 1848.

Rossi ; Fix ; le principe de la protection de l'enfance est admis par l'École libérale d'une manière unanime en 1840.	
Walowski ; Dupin ; la protection de la femme devant la Chambre de Paris en 1848.	
Le décret du 22 mars 1848, limitation du travail des adultes. — Le suffrage universel. — La loi d'airain. — Conséquences fâcheuses du décret. — Discussions soulevées par le projet d'abrogation et l'amendement Alcan. — Opinions de Leroux. — Buffet. — L. Faucher. — Walowski.	
Yves Guyot. — Molinari. — Béranger leur opinion sur la protection du travail féminin.	
Courcelle Seneuil. — Maurice Bloche. — E. Levasseur. — Beauregard. Position actuelle de l'École libérale vis-à-vis du problème ouvrier	15-56

CHAPITRE III

APERÇU SUR LA LÉGISLATION DU TRAVAIL EN FRANCE

Cet aperçu est limité intentionnellement aux lois de 1848, 1892 et 1900. Législation concernant : 1° les personnes protégées ; 2° les adultes.

CRITIQUE SOMMAIRE DE CETTE LÉGISLATION

A l'égard : 1° des enfants ; 2° des femmes ; 3° des hommes adultes.	57-66
---	-------

CHAPITRE IV

EXPOSÉ DES DOCTRINES INTERVENTIONISTES

Frédéric List, fondateur de l'école d'économie politique nationale. Nécessité pour l'État d'intervenir dans l'intérêt de la prospérité de la nation.	
Dupont-White. Nécessité de cette intervention dans l'intérêt de l'individu. — Son œuvre. — L'individu et l'État. — Ses idées. — Critiques.	
Le socialisme d'État. — Points de contacts, différence avec le socialisme communisme. — Le socialisme d'État considéré comme une forme atténuée du socialisme. — Preuves à l'appui.	
Sont interventionnistes les doctrines de Dupont-White, le socialisme d'État et le socialisme, à elles s'adresseront les critiques formulées ultérieurement	67-80

CHAPITRE V

DANGERS DE L'INTERVENTIONISME

ET CONDITIONS QUE NÉCESSITERAIENT SON BON FONCTIONNEMENT

	Pages
La thèse interventioniste formulée par M. R. Jay. Programme qu'elle comporte. — « La protection légale des Travailleurs ».	
Critique de cette thèse : 1 ^o Elle supprime la liberté individuelle. — Elle est une cause fréquente d'injustice ; l'égalité qu'elle veut établir n'est qu'une apparence car elle est impossible.	
2 ^o Elle est nuisible pour l'industrie. Diminution de production, élévation du coût de production.	
3 ^o La condition de l'ouvrier n'est pas améliorée, au contraire. — Baisse certaine du salaire et chômage.	
Disparitions de certaines industries dues au minimum de salaire. — Suppression du gagne-pain des vieux serviteurs.	
L'interventionisme n'aboutit pas à la sélection des bons ouvriers.	
4 ^o L'étude des conditions économiques que nécessiterait l'interventionisme pour donner d'heureux effets est une nouvelle preuve des fâcheux résultats qu'il aurait en France. — Parallèle entre le socialisme d'Etat en Allemagne et l'interventionisme en Angleterre, des conclusions qu'il y a lieu d'en tirer pour nous.	
Du tort qu'il y a de mettre l'intérêt de produit et celui des ouvriers en opposition.	
Le régime de liberté n'a pas mérité les critiques de ses détracteurs. — Non seulement les salaires réels sont plus élevés, mais la quote-part des ouvriers dans la richesse publique a également augmenté. — En coopérant aux œuvres d'assistance l'Etat n'a fait que continuer les œuvres privées. — Amélioration constante et progressive des conditions ouvrières. — Si l'initiative privée n'a pas été ce qu'elle aurait dû, l'Etat a, lui aussi, encouru de lourdes responsabilités, en ne moralisant pas l'ouvrier.	
Des progrès de l'école interventioniste en France. — Ses causes.	
CONCLUSION	81-123

